

AFFAIRES

La Presse



Michel Girard:
Le fonds de capital-risque de Desjardins *Page 3*

Entrevue avec Pierre Marc Johnson
par Martin Pelchat *Page 5*

TSE 300	CDNX	S&P/TSE 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
7315,30 52,40 0,7%	3051,58 25,41 0,8%	425,64 2,91 0,7%	363,80 12,35 3,5%	1898,58 -1,99 -0,1%	9866,99 -5,40 -0,1%	1138,65 -3,59 -0,3%	274,70 \$US -0,40 -0,1%	17,19 \$US 0,22 1,3%	62,91 CUS -0,07 71,15 EURO -0,25

CAHIER E | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 17 NOVEMBRE 2001

BOURSES

La crise du transport aérien s'atténue

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO – Le transport aérien sortira-t-il bientôt de la période la plus sombre de son histoire ? Et dans quel état, tant au Canada qu'au niveau international ?

À en croire les investisseurs boursiers et les intervenants de l'industrie, la crise du transport aérien commence à s'atténuer. L'écrasement accidentel d'un Airbus d'American Airlines lundi dernier à New York, deux mois après les affreux détournements du 11 septembre, a eu peu d'impact.

Les investisseurs qui auraient revendu hier un portefeuille composé des actions des quatre transporteurs aériens parmi l'indice S&P 500 achetés il y a un mois auraient encaissé un profit enviable.

Ce profit aurait grandement été attribuable aux actions de Southwest Airlines, un transporteur à prix réduits qui été beaucoup moins affecté que ses concurrents par la crise. Mais les actions de US Airways, de Delta Air Lines et même d'American Airlines, le transporteur le plus éprouvé, auraient aussi participé à cette appréciation depuis deux jours.

Pourtant, les prochains résultats trimestriels des principaux transporteurs aériens en Amérique du Nord s'annoncent encore mauvais. Ils continuent de s'ajuster à une baisse moyenne de 25 % du nombre de passagers par rapport à l'an dernier.

Chez Merrill Lynch à New York, Michael Linenberg, analyste en transport aérien, estime qu'il faudra encore quatre ou cinq trimestres avant de revoir des résultats décents dans ce secteur.

Mais hier, à Londres, un commentaire à propos de « certains indices de reprise » par le chef de la direction de British Airways, le plus gros



Photo REUTERS

La récente division Tango de vols à tarifs réduits d'Air Canada serait remise en question, suggère-t-on dans le milieu de l'aviation.

transporteur européen et l'un des principaux du monde, a fait bondir ses actions de 10 % à la Bourse de Londres. En quatre jours, elles ont gagné 47 %. Les actions du deuxième transporteur européen, Lufthansa d'Allemagne, ont aussi remonté, de 18 %, cette semaine.

À la Bourse de Toronto, la situation actuelle est aussi favorable aux actions des trois transporteurs encore actifs : Air Canada, WestJet et Transat AT, le groupe montréalais qui possède Air Transat.

Évidemment, la faillite, il y a une semaine, de Canada 3000 a servi les intérêts financiers de ses concurrents et réconforté leurs actionnaires.

Transat AT a profité le plus du transfert de vols nolisés hors de Canada 3000. Son action est passée de 5 \$ à plus de 8 \$ depuis la semaine

dernière. Elle a récupéré toute sa perte de valeur depuis le 11 septembre même si elle demeure inférieure au niveau de 12,50 \$ de la mi-juillet.

Air Transat a indiqué cette semaine qu'il ne sollicitait plus d'aide financière d'Ottawa, au-delà de la compensation pour la fermeture du ciel canadien du 11 au 13 septembre.

Le transporteur à tarifs réduits WestJet a aussi rebondi en Bourse. Moins affecté par la déprime du marché, et en bonne voie de profiter de la faillite de Canada 3000 pour accélérer sa croissance vers l'est du Canada, WestJet a vu sa valeur boursière grimper de 16 % par rapport au 10 septembre.

Voir TRANSPORT en E2

Bataille autour d'un investissement de 300 millions

DENIS ARCAND

DANS LA DISCRÉTION de salons feutrés et de salles de réunion d'Europe et d'Amérique du Nord se joue une bataille aussi rude que silencieuse entre Montréal et la Caroline du Nord. L'enjeu : obtenir un investissement de 300 millions de dollars qui générera jusqu'à 450 emplois bien payés dans le domaine de la biopharmaceutique.

C'est dans moins de deux semaines à son siège social de Heerlen, près d'Amsterdam, que la multinationale néerlandaise DSM Biologics devrait décider si c'est à Montréal ou à Greenville, en Caroline du Nord, qu'elle centrera ses nouvelles activités nord-américaines dans la production de protéines thérapeutiques.

DSM Biologics est un grand sous-traitant des firmes pharmaceutiques et biotechnologiques qui a flairé de gros profits potentiels dans l'environnement en évolution rapide de la biopharmaceutique : « Les usines de protéines actuellement en exploitation partout dans le monde n'ont pas, et de loin, la capacité de répondre à la demande future », a dit le président de DSM, Peter Elverding, en entrevue à Montréal en mai dernier. « Environ un tiers des médicaments expérimentaux actuellement en essais cliniques devront être fabriqués avec des technologies biopharmaceutiques, et non plus chimiques, comme avant. Quand on a commencé à regarder ce secteur, il y a trois ans, la demande mondiale annuelle valait 300 millions de dollars canadiens. D'ici cinq ans, ça va grimper autour de 2 milliards. »

Pour le Québec et la Caroline du Nord, l'enjeu dépasse les 450 emplois et la compétition entre Montréal et Greenville mobilise les énergies des autorités du Québec et de la Caroline du Nord, qui se battent pour obtenir un investissement qualifié en mai dernier de « stratégique et structurant pour tout le secteur biopharmaceutique du Québec » par un haut fonctionnaire québécois.

Pourquoi DMS Biologics est-elle importante ? Fabriquer un médicament est un peu comme construire une voiture. Quand une firme biopharmaceutique comme Aventis, Genentech, Merck ou Amgen commercialise un nouveau médicament, elle a besoin de « pièces » pour le fabriquer. Elle en commande beaucoup à des sous-traitants spécialisés comme DSM ou à un acteur dominant de ce secteur, la multinationale suisse Lonza Group. La filiale DSM Biologics ne fabrique ni freins ni pare-brises, elle fabrique des protéines vivantes (le plus souvent génétiquement modifiées) conformément aux spécifications des firmes biopharmaceutiques.

Si Montréal et Greenville se sont retrouvés sur la liste finale de DSM, c'est parce que la firme hollandaise est déjà installée dans ces deux villes.

DSM exploite déjà une petite usine de protéines à Montréal, un co-investissement de 75 millions avec la filiale Santé de la Société générale de financement du Québec (SGF).

Voir BATAILLE en E2

Les top modèles américains



SOPHIE COUSINEAU

Les avions fascinent Robert Milton depuis qu'il est tout petit : à Hong Kong, où il a vécu de trois à sept ans, il avait toujours le nez en l'air, à les regarder filer. Dès 23 ans, il lançait un service aérien de livraison de courrier, Midnite Express.

Même histoire pour Michel Leblanc. À 15 ans, il lavait et ravitaillait les avions à l'Aéroclub de Saint-Maurice, à Trois-Rivières. À 17 ans, il décrochait son brevet de pilote privé, et à 18 ans, sa licence commerciale.

De l'expérience en aviation, le président d'Air Canada et le fondateur de la défunte Royal en ont à revendre. Et pourtant, ni Robert Milton ni Michel Leblanc ne cherche à réinventer la roue. L'inspiration pour leurs projets de transporteurs à rabais, c'est aux États-Unis qu'ils l'ont trouvée.

Robert Milton, par exemple, ne jure plus que par JetBlue, une toute jeune compagnie aérienne de New York. C'est JetBlue qui a servi de modèle à Tango, le nouveau transporteur à rabais d'Air Canada lancé au début du mois. Ce dirigeant prévoit d'ailleurs s'en inspirer encore pour lancer un second transporteur sans froufrou dans l'Ouest, où la concurrence de WestJet fait mal au transporteur national.

Selon Michel Leblanc, qui cherche à faire renaître Royal des cendres de Canada 3000, LE modèle d'affaires par excellence reste celui de Southwest Airlines, de Dallas, au Texas, qui a fait ses preuves depuis 30 ans.

Qui sont ces transporteurs ? Quelles sont leurs stratégies d'affaires ? Portraits de deux compagnies à succès.

La moins connue des deux est JetBlue Airways. La compagnie aérienne a décollé pour la première fois en février 2000 de l'aéroport John F. Kennedy, sa base de New York. Le choix de cet aéroport représente en soi un pari : plus éloigné du centre-ville que La Guardia, il est moins congestionné, ce qui assure que les vols, à destination de 17 villes, soient le plus souvent à l'heure. La ponctualité est en effet l'un des credos de cette société.

C'est David Neeleman qui l'a fondée après avoir roulé sa bosse dans l'industrie. Auparavant, cet entrepreneur de 41 ans avait lancé un petit transporteur à Salt-Lake City, Morris Air, qu'il a justement vendu à Southwest Airlines, et il avait travaillé comme consultant auprès des fondateurs de WestJet, de Calgary.

Pour lancer JetBlue, David Neeleman a recueilli 130 millions de dollars en capitaux privés d'investisseurs comme George Soros et Chase Capital. Il s'en est servi pour acquérir 17 Airbus A320 flambant neufs. Leurs sièges de cuir sont espacés et équipés de téléviseurs permettant de capter 24 chaînes télé par satellite, que les passagers regardent tout en grignotant des chips bleues faites de vraies pommes de terre bleues. (Qui sait, peut-être que Tango servira des chips au nouveau ketchup mauve !)

Ainsi, il y a tout de même un peu de froufrou dans BlueJet, qui soigne son look jeune et dans le coup, contrairement aux traditionnels transporteurs à rabais qui ne font que repeindre un logo sur la queue d'un vieil avion sentant le renfermé.

Southwest Airlines, elle, est la doyenne des compagnies aériennes



Photothèque REUTERS

Michel Leblanc, fondateur de l'ex-Royal Aviation.

à rabais. Elle est née il y a 30 ans, et son succès ne se dément pas, même depuis le 11 septembre. Ainsi, elle est une des très rares qui affichent encore des profits. Du Texas, l'entreprise cofondée par Rollin King et Herb Kelleher (qui la dirige toujours), est devenue le cinquième transporteur aux États-Unis.

La flotte de Southwest Airlines se compose uniquement de Boeing 737 — elle en compte 300. Ces appareils d'une capacité de 135 passagers effectuent surtout de courtes liaisons.

Le secret des succès de Southwest et de JetBlue ? C'est d'abord et avant tout leur capacité à abaisser leurs coûts d'exploitation, systématiquement inférieurs à ceux de leurs grands concurrents, explique Steve Lott, un éditeur de *Aviation Daily*, de Washington D.C., une publication spécialisée du groupe McGraw-Hill.

« Les frais généraux de Southwest, dit-il, sont de 30 % inférieurs à ceux de United et d'American Air-

lines (respectivement numéro un et numéro deux aux États-Unis). Ce n'est pas uniquement une question de salaires moins élevés. Ils ont élevé au rang de science l'efficacité de leurs activités. »

Comment ont-ils réussi à mater leurs coûts ? D'une part, il y a le fait que, même en ayant des salariés syndiqués (c'est le cas des pilotes de Southwest), ces deux transporteurs ont limité les hausses de salaires grâce à de bonnes conditions de travail et à des cultures d'entreprise fortes, presque familiales. Les personnalités charismatiques des fondateurs Neeleman et Kelleher y sont pour quelque chose, croit Steve Lott.

Les deux transporteurs ont aussi choisi un seul type d'appareil, ce qui limite les coûts de formation des pilotes, des mécaniciens ainsi que les frais d'entretien. Ces avions, en revanche, ils les utilisent presque sans discontinuer, de l'aube à la nuit noire, afin de les rentabiliser le plus possible. Les deux se targuent ainsi d'avoir réduit à entre 20 et 30 minutes le temps nécessaire à ce que leurs avions se vident, se remplissent puis soient prêts à repartir, explique l'éditeur.

JetBlue et Southwest n'offrent aucun repas à bord. Mais ils s'engagent à offrir un service à la clientèle impeccable et à faire atterrir leurs avions à temps, dans la mesure des conditions météo. « Une culture d'entreprise très forte, cela amène la loyauté des employés et un bon service à la clientèle, note Steve Lott. Or, cette loyauté, ils l'ont renforcée en ne licenciant personne depuis le 11 septembre. »

Si Michel Leblanc n'a pas eu l'odieuse d'effectuer des licenciements, Robert Milton ne peut certainement pas en dire autant. Réussiront-ils à importer ces modèles américains ? À vous de juger.

OUVREZ UNE FENÊTRE SUR L'ACTUALITÉ

QUÉBEC
CANADA
MONDE



cyberpresse.ca

CHAQUE MINUTE COMPTE

www.cyberpresse.ca

Hydro-Québec : perte cet été, profit en baisse sur neuf mois

Presse Canadienne

HYDRO-QUÉBEC a dégagé un bénéfice net de 790 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'année, en baisse par rapport aux 887 millions de la même période en 2000. La société d'État expliquait, hier, que le bilan a été affecté surtout par le dernier trimestre, achevé le 30 septembre, et durant lequel les ventes ont été moins bonnes aux États-Unis.

Ce trimestre se solde d'ailleurs par une perte nette de 19 millions, comparativement à un bénéfice net de 114 millions un an plus tôt. L'été subit comme d'habitude le contre-coup de la baisse saisonnière des ventes d'électricité au Québec.

Mais à cela s'ajoute le fait que les résultats de 2000 avaient bénéficié de meilleurs prix et de conditions « exceptionnelles » sur le marché américain, signale le porte-parole, Marc-Brian Chamberland.

Au chapitre du chiffre d'affaires, le producteur, distributeur et détaillant en électricité arrive au montant de 9,5 milliards pour les neuf premiers mois de l'année, en hausse par rapport aux 8,4 milliards réalisés pour la même période en 2000.

Les ventes d'Hydro-Québec au troisième trimestre étaient de 2,76 milliards, en recul par rapport aux 2,91 milliards accumulés un an plus tôt.

Hors Québec, sur neuf mois, les activités de production ont donné des ventes de 2,45 milliards, soit 672 millions de mieux qu'à pareille date en 2000, une augmentation due à de plus forts volumes sur les marchés américains, « particulièrement au premier trimestre ».

Le communiqué d'Hydro-Québec souligne également « une croissance importante » des revenus de transport d'énergie, obtenus par l'intermédiaire de la division TransEnergie et des filiales au Chili, au Pérou et en Australie, et dont les résultats d'exploitation sont pris en compte depuis le mois de juin.

Au chapitre du financement, le programme d'emprunts atteint maintenant 3,9 milliards, dont le produit servira à « refinancer un volume important de dettes » arrivant à échéance cette année.

Mais la somme ne couvre pas le financement de l'achat de Transelec, mené en avril pour 1,1 milliard, par l'intermédiaire de la filiale Hydro-Québec International.

TRANSPORT

Suite de la page E1

Autour de 20 \$, l'action de WestJet demeure à quelques battements d'ailes des 25 \$ de la mi-juillet.

Même l'action d'Air Canada, le transporteur canadien le plus affecté par la déprime du marché nord-américain et mondial, a repris considérablement du poil de la bête depuis son creux de 1,80 \$ de la mi-octobre. Elle cotait hier à 4,48 \$, tout juste sous sa valeur précédant le 11 septembre.

Bien entendu, les patrons des transporteurs aériens et leurs actionnaires en Bourse ne sont pas mécontents de la disparition de Canada 3000. Le retrait d'un coup de 38 avions de 130 à 300 places du marché canadien et l'élimination soudaine de 4800 emplois soulagera une partie des maux financiers à court terme de l'industrie.

Les concurrents de Canada 3000 avaient les avions et les équipages disponibles pour combler cette disparition sans trop de délais. Aussi, la faillite de Canada 3000 a réduit le risque d'une guerre de prix sans précédent pour la prochaine haute saison des voyages des fêtes de fin d'année et des vacances d'hiver.

En contrepartie, ce scénario augure plutôt mal pour les voyageurs. Les professionnels du voyage appréhendent une remontée des tarifs lorsque les transporteurs auront terminé d'ajuster leurs niveaux d'activité au trafic réduit de passagers.

« Sans Canada 3000, les voyageurs verront de moins en moins d'aubaines sur le marché », prédit Louise Crandall, de l'Association canadienne des agents de voyage.

Même la récente division Tango de vols à tarifs réduits d'Air Canada serait remise en question, suggère-t-on dans le milieu de l'aviation. Le Bureau fédéral de la concurrence l'avait constaté : Tango a été créée pour contrer Canada 3000 sur le marché intérieur. Il s'apprêtait à ordonner l'arrêt de Tango lorsque Canada 3000 a soudainement cessé ses activités.

Pour la suite, comme plusieurs observateurs, le commissaire Konrad von Finkenstein est convaincu qu'une vraie concurrence dans le ciel canadien passe par l'arrivée de capitaux étrangers.

Le ministre fédéral des Transports, David Collenette, y résiste en soulignant le risque pour les entreprises canadiennes qui tentent déjà de concurrencer Air Canada dans leurs créneaux.

WestJet a réussi plutôt bien jusqu'à maintenant dans l'Ouest du pays. Dans l'est et le centre du Canada, l'homme d'affaires montréalais Michel Leblanc, l'ex-président-fondateur de Royal Aviation, veut profiter de la disparition de Canada 3000 pour lancer un transporteur à tarifs réduits « à la WestJet ».

Hausse des taux hypothécaires

La Presse

APRÈS DES MOIS de baisses, les taux hypothécaires ont grimpé de près de deux tiers de point hier au moment où les coûts d'emprunt sur les marchés financiers nord-américains subissaient une hausse marquée.

La Banque CIBC et la Banque de Montréal ont annoncé une hausse de leurs termes de deux, trois, quatre et cinq ans de 65 centiè-

mes d'un point de pourcentage, l'une des augmentations les plus substantielles en un seul coup de récente mémoire. Les taux des autres termes hypothécaires augmentent aussi, mais dans une moindre mesure.

À partir d'aujourd'hui, le taux de deux ans est de 5,75 %, celui de trois ans, 6,25 %, celui de quatre ans, 6,75 %, et celui de cinq ans, 7,1 %.

BATAILLE

Suite de la page E1

« Nous sommes 210 employés pour l'instant, nous serons 250 en mars », a dit Derek Hennecke, le directeur de l'usine de 70 000 pieds carrés située rue RoyalMount.

À Greenville, DSM possède une grande usine de chimie fine et d'emballage pharmaceutique, DSM-Catalytica, où travaillent 1400 personnes. On n'y fabrique pas de protéines, mais l'emplacement n'est pas sans mérites : plus de la moitié de l'immense propriété de 60 acres est déjà un environnement stérile et la direction locale maîtrise bien les sévères normes de contrôle et de vérification de la qualité propres à l'industrie biopharmaceutique.

Montréal veut renforcer sa position de centre biopharmaceutique, tout comme la Caroline du Nord. Greenville est peut-être une petite ville semi-rurale de 60 000 habitants, mais elle est à 125 km de Raleigh et de son « Biotech Research Triangle », qui vise à regrouper une masse critique d'entreprises-phares autour de trois grands centres de recherche universitaires. Un modèle qui ressemble un peu à celui du Québec, avec ses Cités du commerce électronique et autres.

De plus, explique le directeur de l'usine, Derek Hennecke, le processus décisionnel chez DSM comprend « un élément de compétition » entre les sites candidats : « Le directeur de l'autre usine essaie, comme moi, de souligner les mérites de son site » au comité de sélection dirigé par le président de la division DSM-Biologics, Algra Gerban, et qui se réunira plusieurs durant la semaine du 25 novembre.

« L'annonce de la décision est prévue pour décembre », dit M. Hennecke.

Pour l'instant, l'usine de protéines DSM à Montréal produit de petites quantités à la fois : des firmes de recherche biopharmaceutique lui commandent ces protéines qu'elles ont inventées et qui sont les ingrédients actifs de médicaments expérimentaux.

L'usine de Montréal a pour le moment trois petits « bioréacteurs » de 2000 et 500 litres. Un bioréacteur est une cuve en inox qui ressemble à un fermenteur à vin et sert un peu à la même chose. Mais au lieu d'y mettre la bactérie qui produit de l'alcool, DSM Bio-

logics y produit des cellules vivantes tirées de mammifères et modifiées génétiquement pour produire diverses protéines thérapeutiques qu'on récolte ensuite à l'aide de filtres sophistiqués.

« Le projet de DSM Biologics vise l'installation de deux grands bioréacteurs de 10 000 litres et six plus petits, d'une capacité de 500 litres chacun, dit M. Hennecke. Ça nous donnerait la capacité de faire de la production à grande échelle pour de grands clients biopharmaceutiques. »

Et ça renforcerait considérablement la position de Montréal comme centre de biopharmaceutique. La décision est très importante. Montréal est déjà reconnu comme centre de recherche et développement. Mais l'usine DSM donnerait à la région un atout important pour attirer certains investissements industriels pour lesquels Montréal n'est pas avantagé en ce moment.

Selon M. Hennecke, la disponibilité de main-d'oeuvre qualifiée est le critère le plus important et il pense que « Montréal a plus à offrir » à ce chapitre. « La préférence des clients, également, est très importante. Dans notre secteur, nous cherchons à bâtir des partenariats d'affaires dont la durée se mesure en décennies. »

La région de Montréal a marqué des points importants cette année au chapitre des ressources humaines : « Depuis septembre, nous menons une campagne de recrutement pour nos activités actuelles, et nous avons obtenu une bonne récolte de talent. »

Il a engagé 70 diplômés universitaires et du collégial en sciences depuis mai et dit s'attendre à combler sans trop de difficultés la quarantaine d'ouvertures qui lui restent.

La division Matériaux de haute performance de DSM a tout récemment annoncé qu'elle installera à Greenville une chaîne de production de fibres synthétiques très résistantes. Selon DSM, l'espace disponible a été le facteur déterminant.

DSM emploie 22 000 personnes dans le monde, surtout en Europe, et a inscrit un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros (11,25 milliards CAN) en 2000.

L'IMMOBILIER

TECHNIQUES ET STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT ACCESSIBLES À TOUS

DURANT CES 6 HEURES DE FORMATION VOUS APPRENDREZ COMMENT :

- Vous construire un plan et une stratégie d'investissement
- Vous établir un crédit impeccable
- Utiliser les techniques créatives de recherche d'immeuble
- Choisir les bons immeubles
- Déterminer la valeur d'un immeuble
- Identifier des immeubles jusqu'à 50 % de leur valeur marchande
- Faire son profit à l'achat
- Acheter avec un minimum de comptant
- Acquérir des reprises bancaires
- Faire du profit avec les propriétés en détresse
- Négocier les acquisitions
- Identifier les sources d'argent
- Comprendre le financement immobilier
- Maîtriser différentes techniques de profit
- Gérer ses immeubles
- Se construire une fortune avec l'immobilier
- Etc.

LE SAMEDI 24 NOVEMBRE 2001 de 9 h à 16 h
HÔTEL NOVOTEL
1180, RUE DE LA MONTAGNE
MONTRÉAL

PRIX : 250 \$ + TAXES (MATÉRIEL INCLUS)
Réservez immédiatement : (450) 679-0261
Conférenciers : Jacques Lépine M.B.A.
Ginette Méroz, Avocate
GROUPE FORSYTHE INTERNATIONAL INC.
www.forsythegroup.com

3001558

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ACCÉDEZ au Groupe Hermes, tous financements commerciaux. FAXER besoins et coordonnées : 514-278-2266, réponse assurée.

À Mtl, inventeur cherche associé avec 3000\$ pour lancer une entreprise. 514-723-5398

CIE DE DISQUES et de promotions, déjà établie et en pleine expansion, recherche un(e) ou des partenaires d'affaires silencieux. Montant minimal demandé \$200 000 \$. Inf.: 1-888-977-2216 (Serge Rossignol)

COMPTABLE agréé, recherche associé. Superbe bureau vieux-Mtl. 514-397-0550.

CONDOS NEUFS, à vendre avec revenus garantis 21 000 \$/an. Site unique, très bon investissement. 192 000 \$. 514-944-3394 #209

COSTA RICA - ATENAS
Projet écorésidentiel. - 514 696-1845

INVESTISSEURS DEMANDÉS pour ouverture d'une nouvelle discothèque. Location de choix. Opportunité incroyable. Investissement à court terme. Revenu élevé. Gens sérieux seulement. Appeler Mike au 514-806-6838.

MANUFACTURIER produits décoratifs en plâtre (Laval) en affaires depuis 1989, chiffre d'affaires: 820 000 \$/an, mise de fonds 100 000\$ minimum. 514-992-5731

MARCHÉ D'ALIMENTATION

Rive-sud de Mtl, très bonne rentabilité
Raison: retraite
Tél. 450-377-4572 entre 18h et 23h

RESTAURANT Vieux Mtl, établi depuis 8 ans, chiffre affaires 1 000 000 \$ et plus. Très bon profit. 514-237-2622

SAINT-CINNAMON St-Bruno, resto-café, rénové août 2000, fin bail 2007, 80 places assises, mise de fond minimum 75 000\$. 514-992-5731

SALON DE BRONZAGE, propre, très bon chiffre d'affaires. Jacques, 514-824-0434.

714 FRANCHISES

LES PIEUX VISSÉS DU GRAND MTL

- Franchise dans le domaine de la construction et rénovation
- Idéal pour travailleur autonome
- Grands territoires disponibles
- Clé en main
- Nouveau concept - Investissement min.

Contactez M. Laurin 450-449-7717

320inimaginable.



3002954



Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
Nouvelle adresse
2450, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-1212 / (514) 990-2269
www.bmwval.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

Les offres sur tous nos modèles sont disponibles sur bmwmontreal.ca

Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km, selon les intervalles recommandés par BMW. Photo à titre indicatif seulement. Certaines options démontrées ne sont pas offertes sur le modèle de base. Cette offre prend fin le 31 décembre 2001.

Innovations 2002.

Qui aurait pu penser que les BMW de la Série 3 pouvaient encore s'améliorer ? Et pourtant, certains détails ajoutent du raffinement à une voiture déjà impressionnante.

À partir de:

34 500\$



Le plaisir de conduire.™

MICHEL GIRARD > FINANCES PERSONNELLES

mgirard@lapresse.ca

Ferons-nous enfin de l'argent avec Desjardins?

Le Mouvement Desjardins vient de lancer un nouvel abri fiscal, **Capital régional et coopératif Desjardins**, lequel rapporte un crédit d'impôt provincial de 50 %. Ce qui est, de prime abord, fort alléchant.

Mais au-delà des avantages fiscaux offerts par ce nouveau fonds Desjardins, est-ce un produit financier prometteur ?

En raison du profond attachement des Québécois au Mouvement Desjardins, les actions de la première émission de 150 millions de dollars (à 10 \$ l'action) s'envolent présentement comme des petits pains chauds. Mais pas de panique, il en reste encore... si jamais le produit vous intéresse.

Une deuxième émission de 150 millions sera lancée au début de janvier prochain. Et au cours des huit années subséquentes, Desjardins pourra effectuer une autre émission annuelle de 150 millions.

Objectif : recueillir auprès des investisseurs québécois un capital de 1,5 milliard de dollars d'ici 10 ans.

Voici la description que Desjardins fait de son nouveau produit financier :

> « Les actions de **Capital régional et coopératif Desjardins** constituent un tout nouveau titre qui vous permet non seulement d'obtenir un crédit d'impôt avantageux, mais aussi d'investir dans le développement des collectivités, des coopératives et des régions du Québec. »

> « Par ses investissements, **Capital régional et coopératif Desjardins** entend favoriser le développement économique des régions ressources, appuyer le milieu coopératif, accompagner les entreprises dans leur démarrage et leur développement ainsi que stimuler l'économie québécoise. »

Concrètement, 60 % des capitaux recueillis par **Capital** devront, à partir de l'an 2006, être investis dans des PME et des coopératives québécoises. La taille des entreprises ne devra pas dépasser 50 millions de dollars d'actif ou 20 % d'avoir net. On parle donc d'entreprises de taille relativement modeste.

Le reste du capital, soit 40 % du fonds,

sera investi dans des valeurs plus solides, question de rééquilibrer quelque peu le portefeuille de **Capital**.

L'optimisme de Desjardins

Le président de **Capital régional et coopératif Desjardins**, Luc Chabot, ex-haut dirigeant du Groupe Lactel et de Culinar, est convaincu de pouvoir rentabiliser assez facilement son nouveau fonds de capital-risque.

Plusieurs fonds de capital-risque sont déjà très actifs sur le terrain québécois. Mentionnons, entre autres, le Fonds de solidarité de la FTQ, Fondation de la CSN, et divers fonds spécialisés de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

En dépit des milliards et des milliards de dollars investis en capital-risque dans les PME québécoises, M. Chabot est convaincu qu'il y a encore beaucoup de bonnes PME et de bonnes coopératives qui attendent la manne des fonds de capital-risque pour se développer et occuper une position enviable dans leurs marchés respectifs, tant au Québec et au Canada qu'aux États-Unis.

Des projets prometteurs, dit-il, il y a en plein au Québec. **Capital régional et coopératif Desjardins**, ajoute son président, veut rapidement devenir un leader dans le capital-risque au Québec.

Pour montrer à quel point les investissements en capital-risque peuvent rapporter gros, M. Chabot souligne la performance de Investissement Desjardins au cours des trois dernières années.

Cette « filiale » du Mouvement Desjardins a rapporté, affirme-t-il, un rendement annuel composé de 17 % au cours de cette période.

Investissement Desjardins, dont le président est Bruno Riverin, l'ancien président de la Bourse de Montréal, gèrera le portefeuille d'investissements et de placements de **Capital régional et coopératif**.



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS
www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

Cela dit, **Capital** est-il vraiment aussi prometteur que le laissent entendre ses promoteurs du Mouvement Desjardins ?

Pour essayer d'y voir plus clair, voici les avantages et les contraintes liés à ce placement.

Avantages et contraintes

> 1- **Capital** devrait intéresser tout particulièrement les investisseurs recherchant un abri fiscal supplémentaire au... REER.

> 2- L'investissement annuel maximum est limité à un montant de 2500 \$. Ce qui procurera un crédit d'impôt de 1250 \$. Le montant d'investissement minimum est de 500 \$ par année.

> 3- **Capital** n'est pas admissible au REER, ni au FERR.

> 4- Le crédit d'impôt de 50 % du montant investi offert par **Capital** réduira l'impôt à payer strictement au provincial.

> 5- Il s'agit d'un crédit d'impôt non remboursable. Ainsi, pour pouvoir en bénéficier réellement, encore faut-il avoir de l'impôt à payer au provincial.

> 6- Un minimum de 60 % de l'actif de **Capital** devra être investi dans des PME et des coopératives dont l'actif est inférieur à 50 millions et l'avoir net à 20 millions. Autre contrainte majeure imposée : 21 % de l'actif de **Capital** devra être injecté dans les entreprises qui ont pignon sur rue dans les régions suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, Gaspésie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Îles-de-la-Madeleine, Mauricie et Nord-du-Québec.

> 7- Règle générale, chaque placement dans **Capital** est gelé pour une période minimale de sept ans, avant de pouvoir être admissible à un rachat de ses actions. Sept ans, c'est très long. Il existe toutefois des cas extrêmes (décès, maladie terminale, émigration, invalidité, victime d'un sinistre) où il sera

possible de se faire racheter ses actions.

> 8- Il n'existe aucun marché secondaire pour revendre les actions de **Capital** avant la fin de la période minimale de détention de sept ans.

> 9- Des frais de 100 \$ (50 \$ à l'ouverture, et 50 \$ à la fermeture) sont exigés pour détenir des actions de **Capital**.

> 10- Les actions sont non transférables entre les personnes, ni par succession, ni par vente, etc.

> 11- **Capital** devra verser à Investissement Desjardins des frais annuels de gestion équivalant à 3 % de la valeur nette moyenne de ses actifs.

> 12- Tout montant investi dans **Capital** ne bénéficie d'aucune protection à la baisse. Les actions seront rachetées au prix de la valeur nette du portefeuille de la société.

Un passé... peu reluisant

Le Mouvement Desjardins a un passé peu glorieux avec ses premiers appels publics à l'épargne.

Desjardins a effectué dans le passé trois émissions d'actions de sociétés ouvertes : Crédit industriel Desjardins, Fiducie du Québec, Société financière Desjardins Laurentienne.

Les actions de Crédit industriel Desjardins et de Fiducie du Québec avaient été émises respectivement à 6,50 \$ (en 1986) et 7 \$ (en 1987). Desjardins les a rachetées à 2 \$ en 1993 !

L'an passé, Desjardins fermait le capital de sa filiale Société financière Desjardins-Laurentienne (SFDL). Desjardins offrait 23,50 \$ aux détenteurs des actions de la SFDL. Des actions émises à 25 \$ en 1993. Durant de nombreuses années, les actions de la SFDL se négociaient entre 12 \$ et 17 \$.

Est-ce que **Capital régional et coopératif Desjardins** permettra enfin aux investisseurs qui font confiance à Desjardins d'encaisser éventuellement une plus-value ?

Sur papier, **Capital** semble de toute évidence prometteur.

On n'en verra malheureusement les vraies retombées que dans sept ans, lorsque les premiers rachats d'actions seront permis.

Des bémols face à une seule police réglementaire

RÉJEAN BOURDEAU

LA PLUPART des intervenants de l'industrie financière interrogés hier appuient la création d'un seul organisme de surveillance, mais ils apportent quand même des bémols.

Mercredi, *La Presse* a rapporté que le groupe de travail mis en place par le ministère québécois des Finances pour se pencher sur l'encadrement des services financiers proposera la mise en place d'un seul organisme de réglementation.

Actuellement, il y a huit régulateurs, dont la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ), l'Inspecteur général des institutions financières (IGIF) et le Bureau des services financiers (BSF). Ces polices financières surveillent notamment les activités liées au marché des actions et des fonds communs de placement.

Selon nos informations, le nouvel organisme, qui emploierait des centaines de personnes, chapeauterait cinq volets : protection des consommateurs, distribution (produits financiers), marchés financiers (émissions publiques, prospectus), réglementation prudentielle (solvabilité) et indemnisation (assurances dépôts).

L'ancien président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Jean Campeau, se pose de grandes questions sur la pertinence de tout regrouper sous une seule direction.

« Est-ce qu'un super regroupement d'entités différentes nous conduira à un super échec ? se demande l'ex-ministre québécois des Finances. Est-ce une bonne chose de tout regrouper sous une même personne comme on l'a fait dans le cas de l'éducation et des affaires sociales ? »

Michel Fragasso, le président de Capital Teraxis, un important gestionnaire de patrimoine, est favorable au regroupement des organismes de réglementation. « Il n'y a pas de problème à avoir un gros régulateur, mais il faudra que chacune de ses divisions possède un maximum d'autonomie », pense-t-il.

Le nouveau président de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM) section Québec, Jacques Lemay, est d'accord avec la mise sur pied d'un seul organisme de réglementation.

« Avec le décloisonnement des institutions financières dans les secteurs des banques, des fiducies, du courtage et des assurances, il est normal de voir l'encadrement suivre », dit celui qui est également directeur général, financement des sociétés, à la Financière Banque Nationale.

Il apporte toutefois un bémol : il ne souhaite pas que la fusion des régulateurs entraîne un regroupement des organismes d'autoréglementation.

Notons que l'ACCOVAM est un organisme d'autoréglementation car elle mène des enquêtes auprès de ses membres à la suite de plaintes des consommateurs. Elle surveille aussi la conformité des courtiers aux normes d'éthique et aux normes financières.

Selon M. Lemay, il faut maintenir cette spécialisation d'autoréglementation sous le nouveau régulateur. « Ces organismes ont l'expertise nécessaire pour surveiller efficacement leurs membres et le faire de façon équitable pour eux et pour les consommateurs », soutient-il.

Le président de la Bourse de Montréal, Luc Bertrand, attend d'avoir les propositions du groupe de travail avant de commenter la

nouvelle structure. « La seule chose importante pour nous, c'est de continuer à développer des gens solides dans les produits dérivés, précise-t-il. Pour cela, il faut avoir un encadrement réglementaire proactif et moderne. »

Pour réussir, Québec doit continuer à mettre « beaucoup de sous et de ressources ». M. Bertrand se dit satisfait du travail de la CVMQ comme régulateur de l'industrie des produits dérivés. « Mais on doit continuer à innover, dit-il. C'est indispensable d'avoir

des standards internationaux pour attirer de grands acteurs. » Au-delà de l'impact de cette grande réorganisation, un intervenant qui préfère garder l'anonymat se demande si l'industrie compte plusieurs personnes capables de gérer une telle superstructure.

Déjà, les noms de Claude Béland, membre du groupe de travail Martineau, et ancien président du Mouvement Desjardins, et celui de Raymond Garneau, président du conseil de l'Industrielle-Alliance, font jaser. À suivre.

Entrepreneurs, cadres et professionnels

Â G É S D E 4 0 A N S E T M O I N S

DÉCOLLEZ!

12^e congrès

REGROUPEMENT
DES JEUNES GENS D'AFFAIRES
DU QUÉBEC

présenté par :

La Chambre
de commerce et d'industrie
de Laval

COMMISSION DES JEUNES

**LES 23, 24 et 25 NOVEMBRE 2001
AU COSMODÔME DE LAVAL**

Inscrivez-vous maintenant !

**Tél. : (450) 682-5255, poste 225
www.ccilaval.qc.ca/congres**

Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Recherche, Science
et Technologie
Québec

Régions
Québec

Laval

BDC

Raymond Chabot
Grant Thornton

Hydro
Québec

Emploi
Québec

Forum
Bourse
Laval

CD

Langlois Gaudreau
AVOCATS

BANQUE
NATIONALE

La Presse

!... Pas de panique

Un grand défi devenu réalité

Grâce à une méthode naturelle, redonnez santé à votre chevelure

- Émission hebdomadaire à CKVL pendant 3 ans
- Soins capillaires personnalisés : homme et femme
- Approche santé globale : santé, alimentation, stress
- 10 ans d'expertise capillaire et de succès

Santé Capillaire (514) 289-9762
Personne avertie, personne gagnante

Réagissez maintenant!

Micheline Grimard
infirmière et naturopathe

NE COUREZ PAS LES GREFFES!
Stoppez la perte, renforcez votre chevelure, récupérez les cheveux perdus partout où la racine est encore vivante.

Ceci est le fruit
de vos investissements.

Qui sème des Obligations à taux progressif Placements Québec récolte...

La flexibilité: remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité: taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité: garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Taux annuels (%)	3,00*	2,30	4,00	4,50	4,75	5,50	6,00	6,50	7,25	8,00

* Taux incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER.

Placements Québec

NOTRE INTÉRÊT À TOUS

Boni +1%
la première année pour les nouveaux fonds REER

LES OBLIGATIONS A TAUX PROGRESSIF PLACEMENTS QUÉBEC

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h et les samedis de novembre, de 10 h à 16 h.

1 800 463-5229

Région de Québec, 521-5229.

www.placementsqc.gouv.qc.ca

États-Unis: le pessimisme se dissipe, l'espoir d'une reprise grandit

Agence France-Presse

WASHINGTON – Le pessimisme dans lequel baignait l'économie américaine depuis les attaques terroristes se dissipe un peu grâce à quelques statistiques plus encourageantes et aux succès militaires américains en Afghanistan.

Wall Street semble ainsi moins déprimé alors que les investisseurs tablent sur une reprise des bénéfices des entreprises d'ici cinq à six mois. L'indice Dow Jones, le principal indicateur de tendance de la Bourse new-yorkaise et qui historiquement a toujours préfiguré l'évolution de la conjoncture six mois avant, a gagné près de 3 % cette semaine et se situe nettement au dessus de son niveau d'avant le 11 septembre.

Outre les rapides avancées militaires en Afghanistan et l'absence de nouvelles alertes à la maladie du charbon depuis une dizaine de jours, plusieurs indicateurs économiques plus positifs sont venus conforter le moral des ménages et des entreprises.

Mercredi, le département du Commerce a annoncé un bond de 7,1 % des ventes de détail en octobre. Cette envolée s'explique surtout par des financements à taux zéro offerts par les constructeurs automobiles pour liquider leurs stocks.

Mais même sans compter l'automobile et l'essence, ces ventes ont augmenté de 1,8 %, effaçant quasiment le recul de 1,9 % en septembre. « Ces chiffres montrent que les magasins offrent des rabais et autres incitations que les consommateurs ne peuvent pas ignorer », note l'économiste Ian Shepherdson, de la firme High Frequency Economics.

« Les vagues de licenciements pèsent sur la consommation, mais ceux qui ont un emploi profitent de la hausse de leur revenu réel avec la baisse de l'inflation ainsi que des taux d'intérêt immobiliers bas pour refinancer leurs emprunts », a-t-il ajouté.

Plus nuancé, Ken Goldstein, économiste du Conference Board, pense que « les Américains commencent à se remettre du choc du 11 septembre ». Il est clair, selon lui, que

« le pessimisme économique qui a suivi ces événements n'a pas fait plonger le moral national dans une dépression ».

Mais pour que les Américains maintiennent cette attitude positive, il faudra une série de bons chiffres économiques, un scénario qui ne se produira pas avant plusieurs mois, alors que la montée du chômage va continuer à freiner la consommation.

La majorité des conjoncturistes et la Maison-Blanche tablent sur une solide remontée de l'activité en 2002 grâce aux fortes réductions des taux de la Réserve fédérale (Fed) depuis un an ainsi qu'au plan de relance que le Congrès devrait voter.

La faiblesse de l'inflation — le gouvernement a annoncé hier une baisse de 0,3 % des prix à la consommation en octobre — donne à la Fed une marge supplémentaire pour assouplir sa politique monétaire sans risque de surchauffe une fois que l'économie repartira, selon Gerald Cohen, un économiste de Merrill Lynch.

La baisse des prix en octobre, qui s'explique surtout par un plongeon des coûts de l'énergie, ne devrait pas signaler une tendance déflationniste durable dans l'économie, ajoute-t-il en prévoyant une hausse des prix de 1,5 % en 2002.

M. Cohen a aussi souligné que la forte baisse des prix du pétrole va aider la consommation. Cela représentera l'équivalent d'une réduction d'impôts de 70 milliards de dollars US en 2002, a-t-il dit.

Et même la baisse de 1,1 % de la production industrielle en octobre annoncée hier — la 13^e diminution mensuelle consécutive et la plus forte depuis novembre 1990 — tend à montrer que les entreprises sont en passe d'avoir réalisé la correction de leurs stocks, note l'économiste Thomas Dueterberg.

Résolument optimistes, des prévisionnistes interrogés par la National Association of Business Economics tablent sur une croissance de 4 % au quatrième trimestre de 2002. Le Fonds monétaire international (FMI) ne prévoit quant à lui qu'une croissance de 0,7 % pour l'ensemble de 2002. Le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 0,4 % en rythme annuel au troisième trimestre de 2001 et devrait être négatif pendant les trois derniers mois de l'année.



Photo MARTIN C. CHAMBERLAND, La Presse ©

Le Canada aime New York

Une quarantaine de personnalités et gens d'affaires aideront les Québécois à répondre à l'invitation de Rudolph Giuliani, maire de la métropole américaine, qui souffre de l'absence des touristes depuis les attentats du 11 septembre. Guy Savard, vice-président du conseil de Merrill Lynch Canada (à gauche), ainsi que Laurent Beaudouin, président de Bombardier, se sont donc associés au projet *Canada aime New York*, qui permettra aux Canadiens d'assister à une cérémonie protocolaire et à un spectacle le 1^{er} décembre prochain, au Roseland Ballroom de la Grosse Pointe.

Le fast-track devant la Chambre des représentants le 6 décembre

Agence France-Presse

WASHINGTON — La Chambre des représentants américaine se prononcera le 6 décembre sur l'octroi controversé au président George W. Bush de pouvoirs spéciaux en matière de négociations commerciales, a annoncé hier la majorité républicaine au sein de cette assemblée.

C'est la première fois que les dirigeants républicains de la Chambre donnent une date précise pour l'organisation d'un vote sur ces pouvoirs, réclamés avec insistance par l'administration Bush qui souhaite pouvoir négocier librement des accords commerciaux.

L'annonce est venue du numéro deux républicain à la Chambre, Richard Armey, qui a fait part de cette date en séance plénière en avisant les parlementaires de ce qu'ils devaient accomplir avant la fin de l'année.

Dans un communiqué diffusé peu après, il a indiqué que « le Congrès devrait afficher sa confiance au président, au moment où il s'efforce de négocier des accords commerciaux qui aident non seulement l'économie américaine mais aussi mondiale ».

Le *fast-track*, dont le nom exact est « autorité pour la promotion du commerce » (Trade Promotion Authority ou TPA), permet au président américain de négocier des accords

commerciaux puis de les soumettre au vote du Congrès sans que celui-ci puisse les amender. Depuis son instauration en 1974, tous les présidents américains ont bénéficié de cette autorité, à l'exception du président démocrate Bill Clinton pendant une bonne partie de sa présidence.

Le président Bush avait formellement demandé en mai que le Congrès lui accorde ces pouvoirs spéciaux, mais jusqu'à présent, ses alliés républicains au Congrès, notamment à la Chambre basse, ont reconnu ne pas avoir les voix nécessaires. Ils n'ont donné aucune indication hier sur l'état actuel des forces, mais une programmation du vote oblige chaque camp à se positionner. Le débat au Congrès bute notamment sur le fait d'inclure ou non dans la conclusion des accords commerciaux des dispositions relatives à la protection des normes du travail et de l'environnement.

Mercredi à Doha, la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a convenu de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Mais selon le commissaire européen au Commerce, Pascal Lamy, « personne ne négocierait » dans le nouveau cycle de négociations si Washington n'obtient pas le *fast-track*.

La guerre n'est pas la solution

Nous soussignés pleurons la mort tragique des victimes des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Nous condamnons ces attaques et voulons que les responsables soient traduits en justice.

Selon nous, l'intervention militaire ne permettra pas de résoudre le problème. Cela pourrait même l'aggraver. Il pourrait en résulter d'autres attaques terroristes. La riposte militaire a déjà tué nombre de personnes innocentes et fait croître le nombre de réfugiés. D'ailleurs, même si les chefs de mouvements terroristes sont capturés, les réseaux terroristes pourraient demeurer en place et d'autres pourraient naître.

Nous tenons à vivre dans un monde résolu à : soulager la pauvreté; éradiquer le racisme; protéger les droits des personnes et des collectivités; rechercher la justice par la voie juridique.

En ce jour du 17 novembre 2001, désigné par la Coalition du 11 septembre pour la paix comme la **Journée pour la paix et la justice dans le monde**, nous demandons au gouvernement du Canada de faire des pressions en faveur d'une nouvelle approche pour répondre aux événements du 11 septembre. Les actes perpétrés ne devraient pas être définis comme des actes de guerre, mais plutôt comme des actes terroristes. À ce titre, il faudrait les juger devant les tribunaux. Et si nécessaire, un tribunal international spécial devrait être mis sur pied.

Nous invitons le gouvernement du Canada à s'engager en faveur de la paix et à :

- 1) ratifier et appliquer pleinement les douze conventions des Nations Unies contre le terrorisme;
- 2) coopérer avec les autres pays engagés dans la poursuite des terroristes présumés dans le cadre du droit international;
- 3) retirer les forces armées canadiennes de la campagne militaire menée par les États-Unis;
- 4) faire preuve de leadership en instaurant une aide humanitaire internationale à long terme et en apportant des solutions politiques équitables.

Annonce parrainée par l'Alliance canadienne pour la paix et les organismes suivants : Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI); Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP); Rights & Democracy / Droits et Démocratie; Voix des femmes - Québec / Voice of Women - Québec; Initiative de Westmount pour la paix

Appuyé par : Alternatives North; Les Artistes pour la Paix; Association des vétérans et amis du bataillon Mackenzie-Papineau; Brigades internationales en Espagne; British Columbia Voice of Women; Burlington Association for Nuclear Disarmament; Canadian Unitarians for Social Justice; Canadian-Cuban Friendship Association - Toronto; Centre de ressources sur la non-violence; Le centre pour la justice sociale; La coalition ontarienne pour la justice sociale; Le comité des femmes juives contre l'occupation; Comité de Solidarité Tiers-Monde de Trois-Rivières; Concerned Quakers of Ottawa; Confédération des syndicats nationaux (CSN); Conrad Grebel College Student Peace Society; Conseil des Canadiens; Conseil ontarien de coopération internationale; Consortium canadien pour le développement social international; Denman Island Peace Group; Edmonton Peace Council; Equiterre; Fédération canadienne des étudiantes et étudiants; Fonds canadien pour la paix; Foundation for Global Community - BC; Fraser Valley Peace Council; Fredericton Voice of Women for Peace; Green Party of British Columbia; Guelph Sept 11 Peace Coalition; Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté; Médecins pour la Survie Mondiale; North Shore Unitarian Church Social Responsibility Committee; Northern Students for Peace; Nos impôts pour la paix (Qué); L'ordre uni des Juifs du Canada; Pacific Campaign for Disarmament and Security; Parti communiste du Canada; Parti vert du Canada / Green Party of Canada; Peace Alliance Winnipeg; Peace and Social Action Committee of Toronto Monthly Meeting (Quakers); Raging Grannies à travers le Canada avec les Mêmes déchaînées; Regroupement pour la surveillance du nucléaire; Salt Spring Island Voice of Women; Secours Quaker Canadien; La section montréalaise du Conseil des Canadiens; Service de la Pastorale CEGEP Trois-Rivières Québec; Social and Environmental Concerns Committee; Unitarian Church of Montreal; Social Justice Committee of the Unitarian Church of Vancouver; Social Responsibilities Committee of the First Unitarian Congregation Ottawa; Société du Sacré-Coeur (Canada); St John's Mobilization for Global Justice; Strategic Communications Inc; Toronto Disarmament Network; Union of Spiritual Communities of Christ - Doukhobors; VANA (Edmonton Branch); La voix des femmes canadiennes pour la paix; Winnipeg Coalition Against War and Racism; World Affairs Committee, Toronto Conference, United Church of Canada

Ainsi que : Ahti Tolvanen; Alan Brown; Alice et Don Heap; Amanda Pickup et John Willis; Angela Beale; Ann Nicholson; Anne Mitchell; Anthony W Mokry; Anton Kuerti, OC et Kristine Bogoy; Audrey et Philip Fawcett; Barbara Baxter; Ben McDonald; Benedict Campbell et famille; Bernard et Eira Spaner; Bibiana Cujec; Bill Reimer; Birgit et Robert Bateman; Bob Penner; Brian Barton et Jocelyne Chagnon; Brian et Geraldine Graham; Bruce Mutch; Bruce Ralston; Bruna Neta et Ian Russell; Carol Schwartz et Danny Heap; Carole O'Beirne et Steve Lavender; Cec Muldrew; Chris O'Brien; Yellowknife; Territoires du N-O; Cindy McCallum; Claude Boileau et Nicole Parent; Claudia Vicencio; Clyde et Penny Sanger; Dave Rushton; David et Sandra Clandfield; David Heap; David Kraft; Joe Kraft et Molly Kraft; David Spring; David W O Rogers et Joanna E Cygler; David Wallis et Joan Jenkins; Dea et Jerry Levis; Deanna Bickford et Mitzi Reinsilber; Denise Reaume; Diane Massam; Doug Brown; Douglas Campbell, CM, et Moira Wylie; Dr Anthony R Pugh, FRSC; Dr Barbara Krasovec et M Didier Perrin; Dr Hanna Newcombe; Dr Michael Dworkind; Dr Nena E Hardie; Dr Philip Symons et Marya Nyland; Dr Rosalie Bertell, GNSH; E et F Barmingham; Edwin E Daniel et famille; Elinor DU Powell; Eric Tucker et Zelda Abramson; Eryl Court; Famille Dominique Boisvert; Famille Francoeur; Famille Kyote; Famille LeJohn; Fernando Garcia Arganaras; Frank Showler; Fred et Lorraine Snyder; George Commelin; Gerry Hobden; Gideon Forman; Gordon McClure; Gregory Albo, Professeur, Université York; Hanna Clemm et Nick Arpin, Ottawa; Harold P Koehler; Harry Smaller, Université York; Hart et Daniela Jansson; Helmut Kühn; Ian Cameron; Jane P Brett; Janice et Douglas Alton; Janice Williamson; Jean-François Des Lauriers; Jeff Tennant; Jefferson et Sally Mappin; Jenny Carter; Joanna Miller; Joanna Santa Barbara; Joe Comartin, Député, Windsor-St Clair; John Buttrick; John et Barb Taylor; John Grogan; Robson Valley East, C-B; John Lehnert; Jorge Filmus; Judy Rebeck; Karen Golden et Michael Mandel; Karl Delbr; Kevin O'Reilly, Yellowknife City Councillor; Larry Katz; Lee Lorch; Leo Panitch; Libby Davies, Député; Liesel Ufnowski; Lissa North; Lillian S Robinson; Institut Simone de Beauvoir l'Université Concordia; Lise et Gerry Roy; Louis Lefebvre; Louis Marchildon; Luis Sobrino; Lynda Lemberg; M E Belfiore et K Klonsky; Madeline Gilchrist; Mac Harman; Margaret Heap et Serge Lalonde; Margaret Hinton; Margaret Sinclair; Marion et Mark Frank; Martin Dufresne; Martin Klein; Mary Gauthier; Catherine Peco et Marie Clarkson; Ol M, et Carol et Mike O'Kane; Mary, Lucy, Catherine et Mike Mason; Mary-Wynne Ashford; Mel Watkins; Miriam Sobrino; Moura L Mc Connell; Murray Thompson; Myron J Gordon; Neil et Joanne Naiman; Oscar Rogers; Pat et John Saul; Peter Fitting; Peter Katadotis; Philip et Phyllis Creighton; Professeur Dan O'Meara; Reg McQuaid et Joan O'Leary; Rev Canon Garth Bulmer; Rev Christine E Hillman; Rev John O'Connor et Rev Anne Treadwell; Rob et Susan Gage et famille; Robin C Pacific; Robin, Judith et James Berlyn; Ronald Shirliff; Ruth V Kirk; Ruth Zenger; Salome Lukas; Sandra et Harry Glaspeck; Sara Barker; Vally Brooker et famille; Sheila Larsen; Steve et Lena Lindorff; Susan Heap; Odile Laforest; Evelyn Laforest & Pascal Laforest; Susan McLaine et Marjorie Harris; Svend Robinson; Deputé NPD, Burnaby-Douglas; Terrell et Constance Gardner; Tony et Fran McQuail; Wanda Forsythe; Warren Bell, BC, MDCM, CCFP

Pour de plus amples renseignements, écrire à cpa@web.ca ou consulter notre site web : www.acp-cpa.ca. Pour contribuer financièrement à la présente campagne, libeller un chèque à l'Alliance canadienne pour la paix et l'envoyer au 427 ouest, rue Bloor, CP 13, Toronto ON M5S 1X7. L'Alliance canadienne pour la paix est un organisme sans but lucratif dûment incorporé mais non un organisme de bienfaisance.

Pour chauffer ma résidence...

« Les HydroSolutions, j'achète! »

SYSTÈMES À AIR CHAUD

Tout électrique à compter de
24\$
par mois
Installation et taxes comprises

Bi-énergie intégrée
à compter de

44\$
par mois
Tarif DT offert
Installation et taxes comprises

Thermopompe centrale
à compter de

66\$
par mois
Tarif DT offert
Installation et taxes comprises

Aussi :

Systèmes à eau chaude
offerts à partir de
34\$
par mois !

Pour tout renseignement, appelez le
514 ÉNERGIE (363-7443)
du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h.

- 1 Mensualités calculées sans aucune mise de fonds, terme de 120 mois, taux d'intérêt de 8,5 %, sujet à changement sans préavis. Tout financement est sujet à l'approbation de crédit de la Banque Laurentienne. Mensualités établies pour une installation de base et excluant les coûts supplémentaires, parfois applicables dans le cas d'une conversion de la source d'énergie ou de travaux additionnels pour respecter les codes en vigueur.
- 2 En ajoutant cet appareil à votre système au mazout, vous avez un système bi-énergie. Aucune subvention n'est accordée à l'achat d'un système bi-énergie.

RBQ : 8109-7594-22

Hydro Québec

La crise du bois d'oeuvre dans sa phase terminale

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC – Le Canada et les États-Unis s'engageront à partir du 26 novembre, à Toronto, dans un sprint de pourparlers de deux semaines dans l'espoir de désamorcer la crise du bois d'oeuvre.

« Pour la première fois depuis 20 ans, les pourparlers visent à identifier une solution vraiment durable et non pas une solution temporaire pour trois ou quatre ans », explique le négociateur du Québec, Pierre Marc Johnson, rentré hier de Washington après trois jours de rencontres avec les négociateurs américains et un tête-à-tête avec l'homme de confiance du président Bush dans le dossier, Mark Racicot.

« Il va y avoir encore un certain nombre de semaines difficiles pour les entreprises », avertit cependant M. Johnson, puisque les Américains continueront jusqu'au 16 décembre à imposer une pénalité de plus de 30 % sur le bois canadien.

À partir de cette date, ils ne continueront qu'à prélever le droit antidumping de 12 %, le temps de prendre une décision définitive quant aux sanctions à imposer au Canada pour les prétendues « subventions » versées aux entrepreneurs canadiens par l'intermédiaire des régimes forestiers des provinces. Cette décision finale est attendue en mars ou avril.

« Ça nous donne cette période, d'ici la mi-



Photothèque La Presse ©

Pierre Marc Johnson est le négociateur du Québec dans le dossier du bois d'oeuvre.

décembre, pour essayer de convenir d'une entente de principe et ça nous donnera quelques semaines par la suite pour conclure l'entente définitive pour qu'une nouvelle décision ne s'applique pas, dit l'ex-premier ministre. L'alternative, c'est qu'on va continuer devant les tribunaux, devant l'OMC (Organisation mondiale du commerce), et on va se battre jusqu'à épuisement. »

Des ajustements au régime

Même si le Canada a déjà enclenché le processus en demandant l'intervention de l'OMC, la perspective d'une bataille judiciaire de deux ans n'enchanté personne, d'autant plus que les producteurs canadiens ont déjà commencé à stopper leur production de bois d'oeuvre et à mettre à pied des travailleurs.

La définition d'un cadre d'entente bute encore sur des « divergences de vues importantes sur certains aspects », confie Pierre Marc Johnson. Ce dernier est néanmoins sorti confiant de cette semaine de discussions, estimant avoir fait la démonstration aux Américains que la planification et la gestion québécoise de la forêt ne confèrent pas à nos entreprises un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises américaines.

« On peut comprendre que les États-Unis, qui traitent en moyenne de 25 à 30 problèmes de commerce extérieur en permanence, ne connaissent pas le fin mot et tout le détail de nos régimes, dit-il. Ça a permis d'effacer ou de répondre à un certain nombre de perceptions qui étaient pour le moins imprécises. »

Le Québec s'est surtout appliqué à convaincre ses vis-à-vis que son régime forestier « pour l'essentiel » s'inspire de l'économie de marché, dans la mesure où 350 000 mètres cubes de « bois debout » font l'objet de transactions privées et où le prix de la forêt publique s'aligne sur celui de la forêt privée tout en tenant compte de paramètres comme les distances ou la qualité du bois. Les représentants québécois n'ont pas manqué non plus de rappeler l'entente intervenue récemment avec les Cris, dont le lobby avait laissé des traces à Washington.

Dans ce contexte, même si les Américains tiennent à une entente globale avec le Canada, le Québec, la Colombie-Britannique, l'Ontario et l'Alberta, Québec réclame un traitement spécifique, qui, selon M. Johnson, ne donnera lieu qu'à une « adaptation et une modulation d'un ou deux aspects de notre régime forestier ».

« Ce qui est en train de devenir carrément une négociation avec les Américains en échange de garanties d'accès au marché américain pourra raffiner la sensibilité aux transactions privées de notre régime, dit M. Johnson. Alors que, dans le cas de la Colombie-Britannique, on parle d'un chambardement de fond en comble de leur régime forestier. »

Malgré la différence notable des enjeux, le Québec et la Colombie-Britannique entretiennent d'excellentes relations à la table, note Pierre Marc Johnson, qui se félicite aussi des rapports avec Ottawa. « La collaboration avec le gouvernement fédéral ne s'est pas démentie. »

21 millions de plus et 220 emplois dans la Zone de commerce international

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

LA ZONE DE COMMERCE international de Montréal à Mirabel s'enrichit de quatre nouveaux investissements totalisant 21 millions de dollars et 220 nouveaux emplois.

Au cours de cette annonce, hier, la vice-première ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, Pauline Marois, a indiqué que la Zone de commerce international de Montréal avait attiré jusqu'à présent, en un an environ, 10 entreprises et des investissements de plus de 360 millions. Pas moins de 2600 emplois ont été créés.

« Dans ces temps plus difficiles, a-t-elle souligné, où la conjoncture économique est pour le moins incertaine et où le transport aérien a été particulièrement affecté, je crois que cette annonce est particulièrement réconfortante. »

Les entreprises qui répondent aux critères bénéficient d'un congé fiscal et d'une aide à l'investissement sous la forme d'un crédit d'impôt calculé sur les salaires et les contrats de douane. Elles ont

jusqu'au 1^{er} janvier 2004 pour investir et profiter ainsi du programme. La région de Montréal est maintenant le deuxième centre au monde en aérospatiale derrière Seattle, aux États-Unis ; sur le plan du nombre d'emplois, elle est devant Toulouse, en France.

Selon les projections, ce sont quelque 180 millions de dollars sous forme de congé fiscal et de crédit d'impôt que le gouvernement du Québec pourrait accorder cette année et l'an prochain aux entreprises installées dans la Zone.

À la période de questions, un journaliste a indiqué à M^{me} Marois que la Zone de Mirabel faisait des jaloux sur la Rive-Sud où le maire de Longueuil, Jacques Olivier, a récemment déclaré vouloir bénéficier des mêmes avantages. « On va continuer de consolider Mirabel, mais si cependant on pouvait trouver des vocations particulières dans la zone de Saint-Hubert, je n'ai pas d'objection à ce que l'on regarde différentes possibilités qui iraient dans le sens de ce qui est fait à Mirabel, sans toutefois couvrir les mêmes créneaux. »

Ces quatre nouvelles entreprises déjà installées ou sur le point de l'être sont : Miravac, fabricant de brosses rotatives pour l'entretien, qui a investi 400 000 \$, entraînant ainsi la création d'une quarantaine d'emplois, et qui est déjà implantée ; Mirabel Aéro Service, entreprise spécialisée dans l'entretien d'avions, plus spécialement dans deux créneaux particuliers, la réfection des sièges et des composantes de freins, et qui est en train de terminer la construction de ses installations au coût de 800 000 \$ (40 emplois créés) ; Bombardier, service à la défense, secteur des publications techniques, avec un investissement de 400 000 \$ et 55 nouveaux emplois ; et Finition de métal national (NMF Global), qui vient s'installer dans la Zone avec une nouvelle division, soit une injection de 19,2 millions sur quelques années ; cette entreprise s'intéresse à la fabrication d'avions Galaxie.

Le directeur général et président du comité exécutif de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel, Jean Teasdale, a

expliqué que NMF, qui a déjà implanté son siège social dans le secteur Saint-Janvier, à Mirabel, est une entreprise qui gagne continuellement du galon dans l'industrie aérospatiale : « Elle est le satellite à Saint-Janvier de différentes composantes réalisées au Brésil, en Espagne et aux États-Unis. C'est un entrepreneur britannique qui a vécu aux États-Unis et qui a décidé de s'implanter ici. »

M. Teasdale a souligné que la venue de Bombardier, division services à la défense, mettait la Zone dans une position stratégique parce qu'elle permettait de positionner la grande région de Montréal dans la rédaction de procédures d'entretien et de réparation d'hélicoptères. « Son investissement est peu important en termes d'argent, mais combien structurant avec la création d'emplois de grande qualité », a-t-il précisé. Cette division de Bombardier a déjà signé un contrat avec Bell Helicopter.

Il a souligné être présentement en discussion avec cinq entreprises spécialisées dans l'aérospatial afin de les emmener prochainement

dans la Zone. Le territoire aéroportuaire de Mirabel compte 130 millions de pieds carrés, ce qui signifie qu'il y a encore énormément de terrains libres.

Selon le maire de Mirabel, Hubert Meilleur, la décision du gouvernement d'aider le secteur aéroportuaire en créant cette Zone apporte un sérieux coup de main à la région fortement malmenée, principalement depuis le transfert des vols en 1997. « En termes d'emplois, la création de cette Zone fait en sorte d'effacer le gâchis qu'a été le transfert des vols à Dorval. On peut penser que, d'ici 10 ans, on aura 10 000 emplois dans la Zone. Nous savons que nos routes sont engorgées, donc créer ici un secteur d'emplois permet d'utiliser les infrastructures dans les deux sens, ce qui est bon pour l'environnement et nos citoyens. Il faut aussi souligner que beaucoup d'employés de la Zone ont décidé de venir s'établir à Mirabel et dans les environs. Tout ça compense au niveau fiscal pour les pertes attribuables au transfert des vols, mais pour l'aspect psychologique, c'est une autre affaire », a-t-il déclaré.

ROULEZ SANS PAIEMENTS!

PENDANT 90 JOURS sur financement à l'achat!

**ACHETEZ**

**et ROULEZ
SANS PAIEMENTS**

pendant 90 jours

PDSF 21 195 \$

FINANCEMENT
1,8%
DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS

OU LOUEZ

à partir de

239 \$*
par mois/48 mois

- MOTEUR 2,4 LITRES À DACT
- GROUPE ÉLECTRIQUE
- CLIMATISEUR
- RADIO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- RÉGULATEUR DE VITESSE
- RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS DÉGIVRANTS
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE SHIFTRONIC
- MOTEUR V6 DE 181 HP (EN OPTION)
- ET BEAUCOUP PLUS

COMPLÈTEMENT REDESSINÉE

SONATA GL 2002



GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km
(éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)

Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photo à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2002 à partir de 239 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 11 472 \$, 1 995 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 1,8 % jusqu'à 36 mois. L'offre d'aucun paiement pour 90 jours s'applique uniquement pour le financement à l'achat de véhicules 2002. Aucun frais d'intérêt pour les premiers 60 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 60 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts sur une période de 36 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2002. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 novembre 2001.



HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

LES PARTENAIRES HYUNDAI

Attention à qui vous confiez votre argent

STEPHEN THORNE
Presse Canadienne

OTTAWA — Les investisseurs doivent faire preuve de circonspection à l'égard de ceux à qui ils confient leur argent, si l'on en croit deux jugements de la Cour suprême rendus publics hier.

Les registraires des provinces qui ont la responsabilité de surveiller les activités des courtiers en hypothèques ne sont pas tenus de prévenir les investisseurs des infractions financières faisant l'objet d'enquêtes, a statué la Cour suprême dans l'une des causes qui lui avaient été soumises.

De même, un barreau provincial n'a aucune responsabilité dans les cas où des avocats administrent des comptes en fiducie au nom des investisseurs, a indiqué le tribunal dans une décision complémentaire.

La première affaire met en cause le gouvernement de la Colombie-Britannique et l'effondrement massif d'Eron Mortgage Corp., en octobre 1997. Environ 3350 investisseurs ont perdu près de 200 millions de dollars lorsque la Commis-

sion des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique a retiré à Eron son permis et gelé ses avoirs à la suite d'une enquête qui avait duré un an.

L'enquête a permis de découvrir que l'argent destiné aux hypothèques avait été utilisé pour payer des taux d'intérêt élevés sur des investissements antérieurs. Une partie de l'argent avait été détournée à des fins privées.

Les investisseurs ont soutenu que le registraire des courtiers en hypothèques, Robert Hobart, était au courant des problèmes d'Eron depuis un an lorsqu'il a décidé d'agir, et qu'il avait le devoir de les prévenir.

La Cour suprême n'est pas de cet avis. Dans une décision unanime rendue par sept des neuf juges, elle conclut que dans ce cas, le registraire n'avait pas un devoir de diligence, mais plutôt une obligation envers la population en général, et qu'un devoir envers des individus aurait risqué d'entrer en conflit avec son devoir primordial à l'égard du public.

Le registraire, précisent les juges, n'avait aucun contrôle sur le nombre d'investisseurs ou les sommes investies, et les contribuables n'ont

pas accepté d'assumer le risque de subir une perte. Les investisseurs avaient déposé un recours collectif et obtenu gain de cause devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique.

Dans une décision complémentaire, le tribunal a statué unanimement que le Barreau du Haut-Canada n'avait pas l'obligation de prévenir les investisseurs dans une cause portant sur la remise d'une valeur de 9 millions de dollars en or à 260 investisseurs.

Aucune mine n'a jamais existé et aucun or n'a jamais été produit par le fournisseur, Sisto Consultants Inc. La somme de 8,9 millions placée dans un compte en fiducie par l'avocat John Mills, entre mai 1989 et juillet 1990, a disparu.

Les appelants, John et Nancy Edwards, alléguent que le Barreau avait omis de s'assurer que M^c Mills, décédé depuis, administrait adéquatement le compte en fiducie.

La Cour suprême précise que la Loi sur la Société du Barreau vise à protéger les clients et, par conséquent, l'ensemble de la population. Mais cela ne signifie pas, ajoute-t-elle, que le Barreau ait une obligation personnelle envers une personne qui dépose de l'argent dans le compte en fiducie d'un avocat.



Photothèque La Presse ©

Gilles Baril, ministre de l'Industrie et du Commerce.

Bonne récolte pour les PME québécoises à Futurallia

MICHEL DOLBEC
Presse Canadienne

PARIS — La récolte a été bonne pour les PME québécoises qui ont pris part à Poitiers à la septième édition de Futurallia, le « forum international du développement et des partenariats d'entreprises ».

S'il est encore trop tôt pour chiffrer les retombées de la manifestation, le premier bilan du ministère de l'Industrie et du Commerce fait état de plusieurs ententes avec des entreprises étrangères. L'une des plus importantes prévoit la création « à court terme » d'une centaine d'emplois chez Signaflex, de Victoriaville. « À plus long terme, il est question de 400 emplois », a-t-on indiqué hier.

Ce projet fait suite à un accord conclu entre Signaflex et la société française Loxane, spécialisée dans les logiciels et les systèmes de navigation. En vertu de cette entente, Signaflex, qui oeuvre depuis sa fondation en 1989 dans la conception de produits informatiques pour les véhicules d'urgence, de transport et de service, développera au coeur du Québec des technologies liées aux systèmes de positionnement par satellites (GPS).

Les dirigeants de plus de 130 PME québécoises ont pris part à Futurallia, multipliant les rendez-vous avec les patrons de 700 entreprises du monde entier, à la recherche d'alliances stratégiques, de partenariats et d'accords de distribution. Hier en milieu de journée, des dizaines de projets étaient en discussions.

« Ce qui est important, c'est que les PME viennent surtout des régions, a souligné le ministre de l'Industrie et du Commerce, Gilles Baril. C'est une occasion de renforcer les économies régionales et aussi de développer des liens très forts entre les régions du Québec et les régions de France ou d'ailleurs. »

Avec la France, ces liens inter-régionaux sont déjà très étroits, tant au niveau industriel qu'au niveau institutionnel (le Québec a déjà signé des ententes de coopération avec sept régions françaises).

Les premiers résultats de Futurallia confirment par ailleurs, fait-on valoir, que les PME, même installées hors de Montréal, peuvent conquérir les marchés internationaux, en misant sur l'innovation et sur la recherche et développement.

La plupart des accords conclus à Poitiers (Poitou-Charentes) concernent en effet des entreprises liées aux nouvelles technologies.

Par exemple, Graph Architecture, de Sainte-Foy, spécialisée dans les images de synthèse, a signé une entente de transfert technologique avec le groupe breton IWI, spécialiste de l'imagerie trois dimensions (3D). Cet échange de savoir-faire porte sur le développement de logiciels de muséologie en trois dimensions. Il permettra de créer une demi-douzaine d'emplois.

Les alliances négociées à Futurallia n'engagent pas toujours des montants colossaux. Distribution J. Des Serres (décapant industriel), de Saint-Pie de Bagot, a bien conclu des accords d'un million de dollars avec des entreprises française et vénézuélienne, mais souvent, les sommes en jeu sont moins importantes.

Pendant, ces ententes ont en revanche le mérite d'ouvrir à des PME des marchés lointains. Par exemple, Audace Design, une entreprise de marketing électronique de Sainte-Anne-des-Monts, s'est ainsi associée à une société vietnamienne pour développer « des outils publicitaires pour des produits destinés au marché nord-américain ».

La prochaine édition de Futurallia se tiendra à Québec en 2003. La précédente avait eu lieu à Sherbrooke. Les PME québécoises y avaient conclu des alliances portant sur 110 millions de dollars, a-t-on indiqué.



Photo REUTERS

La Genèse... en accéléré

Jean Pelletier, président du conseil de Via Rail (à gauche), et David Collette, ministre fédéral des Transports, ont dévoilé la nouvelle locomotive à haute vitesse Genesis hier à Toronto. Genesis est la première de 21 nouvelles locomotives sur lesquelles on mise pour relancer le transporteur.

Perte en hausse chez Microtec au troisième trimestre

Presse Canadienne

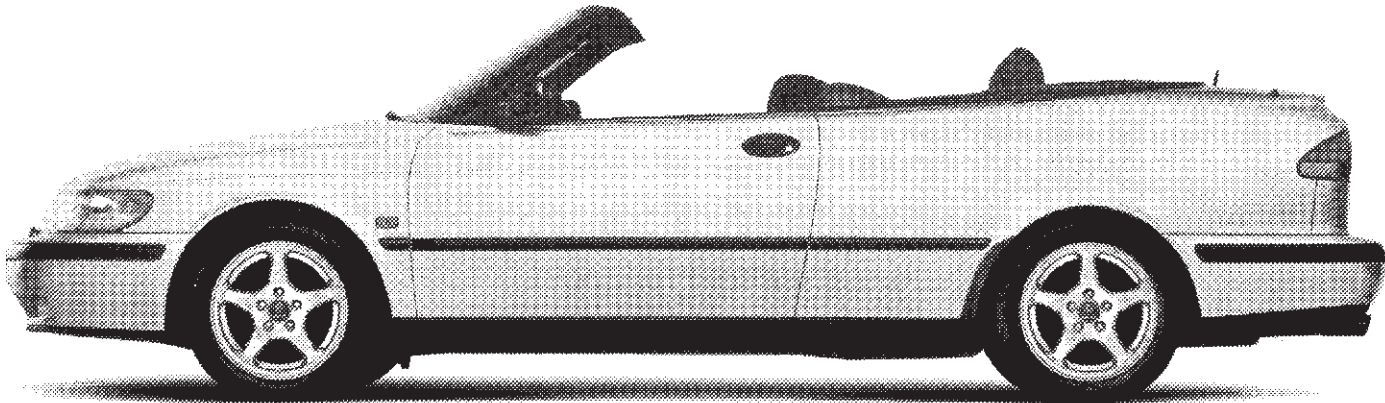
SAINT-AUGUSTIN — Entreprises Microtec, de Saint-Augustin, spécialisée dans les systèmes de télé-surveillance, rapporte une perte nette de 165 000 \$ au troisième trimestre, comparativement à un bénéfice net de 79 000 \$ au trimestre correspondant de l'an dernier.

Les revenus d'exploitation de télé-surveillance et de services de la compagnie ont cependant augmenté de 16,5 %, à 6,8 millions de dollars, au troisième trimestre de 2001, par rapport au trimestre correspondant de 2000.

Par ailleurs, les produits d'exploitation se sont accrus de 24,3 %, passant de 6,06 millions au troisième trimestre de 2000 à 7,5 millions au troisième trimestre de 2001.

Contexte difficile

Selon le président et chef de la direction de Microtec, Raymond Gilbert, la croissance des revenus au troisième trimestre illustre la stabilité et la robustesse de la performance financière de sa compagnie, malgré un contexte économique plus difficile.



Saab 9-3 2001

Cabriolet

Votre dernière chance de redécouvrir l'automne en Saab

1,9%*

Taux de financement jusqu'à 60 mois

L'automne se terminera bientôt. Quel meilleur moment pour prendre le volant d'une

Saab 9-3 Cabriolet 2001 ! Redécouvrez les couleurs, les sensations, les émotions de la plus belle de nos saisons

d'une toute nouvelle façon. Et pour ajouter à votre plaisir, la Saab 9-3 Cabriolet est équipée d'un moteur turbocompressé

de 185 chevaux. De plus, son châssis rigide lui permet d'enchaîner les courbes les plus prononcées sans broncher. Cet

automne et tout au long de l'année, vivez le bonheur au volant de la Saab 9-3 Cabriolet. Commencez votre nouveau

rituel hebdomadaire : faites un essai routier. 1 888 888-SAAB saabcanada.com



* Cette offre est d'une durée limitée et est sujette à l'approbation de crédit. S'applique à une Saab 9-3 Cabriolet 2001 avec un PDSF de 53 105 \$ et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Voyez votre détaillant Saab pour plus de détails. ^{4,5} Tous nos véhicules Saab 2001 sont assortis d'un plan de service ULTRA de OnStar d'une durée d'un an. Composez le 1 800 ONSTAR-7 pour plus de détails. Initialisation requise. Le système OnStar s'appuie sur des fournisseurs de services reconnus ainsi que sur des technologies existantes en matière de communication cellulaire et de satellites. Les systèmes électriques doivent être en bon état de marche pour que le système fonctionne correctement.

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222

West Island Saturn Saab Isuzu
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424

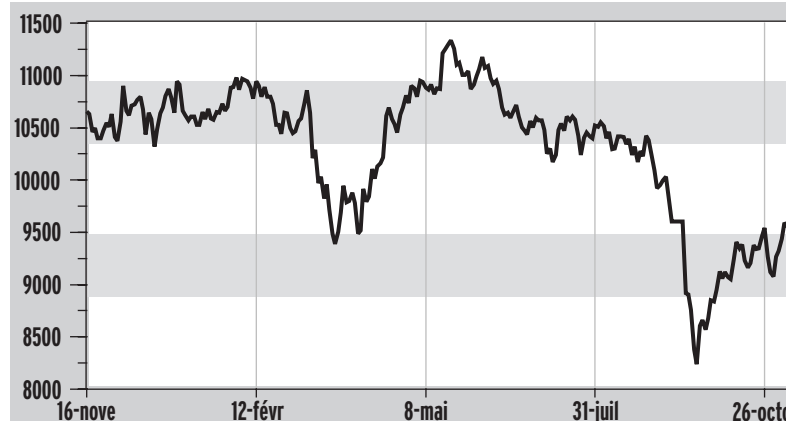
Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222

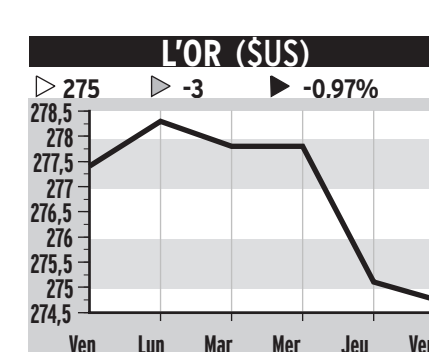
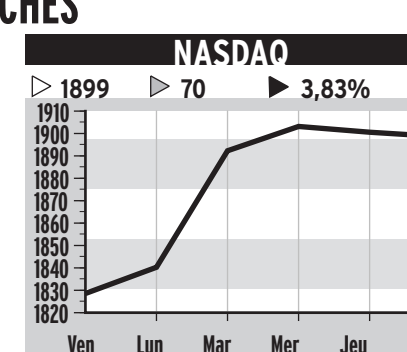
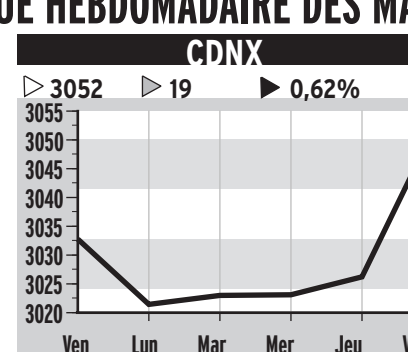
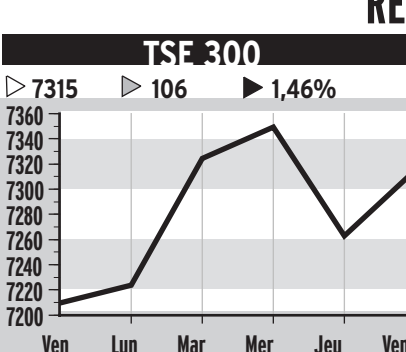
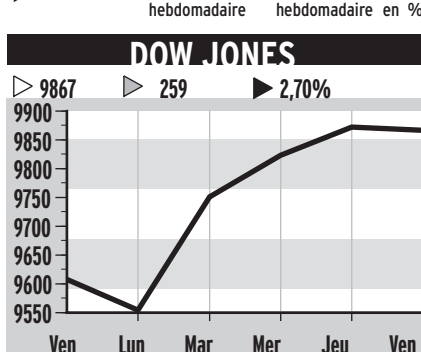
DOW JONES 9866.9



A - B

BankOne	44	48368	56.90	56.63	59.45	0.07
BoK of Am	24	49390	63.02	62.12	62.54	0.40
BKMont	12	1902	29.95	29.29	29.89	0.10
BKNY	72	181005	38.71	37.66	38.64	0.19
Banta	64	442	29.23	28.70	28.70	0.15
Bard	84	41397	60.40	56.75	57.80	1.95
BarnNB	12	17239	26.55	25.11	26.45	1.45
BarrickG	22	2475	14.82	14.23	14.40	0.42
BarrickP	14	1545	32.1	30.18	32.20	0.41
Baxter s	58	2917	49.17	48.10	49.17	0.07
BeaStar	60	8114	62.04	59.48	59.71	0.16
BeckCo	34	2843	40.39	39.45	40.70	0.48
BeckD	38	21665	34.70	33.75	34.21	0.78
BeckD	38	21665	34.70	33.75	34.21	0.78
Bemis	100	3485	59.59	49.00	50.64	1.05
Benetion	81e	34	20.22	19.99	20.20	0.06
BeKthA s	24	27077	67.000	67.000	67.000	1.00
BeKthB s	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthC	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthD	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthE	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthF	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthG	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthH	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthI	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthJ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthK	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthL	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthM	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthN	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthO	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthP	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthQ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthR	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthS	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthT	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthU	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthV	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthW	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthX	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthY	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthZ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAA	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAB	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAC	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAD	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAE	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAF	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAG	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAH	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAI	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAJ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAK	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAL	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAM	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAN	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAO	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAP	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAQ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAR	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAS	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAT	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAU	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAV	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAW	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAX	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAY	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthAZ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBA	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBB	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBC	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBD	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBE	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBF	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBG	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBH	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBI	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBJ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBK	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBL	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBM	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBN	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBO	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBP	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBQ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBR	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBS	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBT	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBU	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBV	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBW	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBX	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBY	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthBZ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCA	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCB	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCC	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCD	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCE	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCF	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCG	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCH	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCI	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCJ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCK	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCL	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCM	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCN	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCO	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCP	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCQ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCR	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCS	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCT	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCU	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCV	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCW	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCX	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCY	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthCZ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDA	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDB	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDC	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDD	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDE	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDF	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDG	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDH	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDI	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDJ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDK	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDL	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDM	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDN	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDO	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDP	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDQ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDR	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDS	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDT	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDU	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDV	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDW	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDX	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDY	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthDZ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEA	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEB	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEC	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthED	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEE	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEF	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEG	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEH	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEI	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEJ	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEK	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEL	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEM	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEN	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEO	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEP	5022	92269	62.224	62.037	62.000	0.00
BeKthEQ	5022					

► Fermeture hebdomadaire ► Variation hebdomadaire en %



LA BOURSE EN BREF

CDNX				
VOLUME				
Vendredi	30 062 717			
Jeudi	38 248 961			
INDICES CDNX				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
March (CDNX)	3054,7	3019,5	3051,5	+25,4
FAITS SAILLANTS				
	Vendredi	Jeudi		
Actions neg.	5 217	5 795		
Gains	201	190		
Pertes	188	203		
Inchangées	596	596		

VALEURS LES PLUS ACTIVES			
Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.
Wilcard Wireless	1 084 450	0,27	-0,09
Int'l Health Part	713 000	0,14	-0,02
SAMEX Mining Corp.	647 400	0,05	-0,03
Cdn Imp. Ven	534 123	0,75	+0,04
Ibi Corporation	489 255	0,04	stable

NEW YORK

VOLUME				
Vendredi	1 337 331 880			
Jeudi	1 449 742 950			
INDICES DOW JONES				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
30 Ind.	9967,9	9754,0	9866,9	-5,40
20 Transp.	2534,8	2445,7	2497,3	+43,3
15 Serv. pub.	294,05	287,35	291,30	+1,54
Compos s	2857,3	2786,9	2826,0	+12,4
FAITS SAILLANTS				
	Vendredi	Jeudi		
Actions n. g.	3 316	3 334		
Gains	1 681	1 495		
Pertes	1 426	1 640		
Inchangées	209	199		
Hauts 00	72	112		
Bas 00	25	41		

VALEURS LES PLUS ACTIVES			
Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.
Lucent Tech.	39 930 500	8,21	+0,49
Xerox Corp.	26 320 400	6,58	-0,51
Corning Inc.	25 758 700	10,05	+1,05
EMC Corp.	24 552 100	16,33	+0,18
Nortel Network	24 034 400	7,94	+0,17
Global Crossing Lytd	146,14	143,48	+1,70
AOL Time Warner	21 739 800	36,90	-0,65

INDICES STANDARD & POOR'S				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
400 Industrielles	1328,8	1313,6	1324,2	-2,08
20 Transports	680,25	669,67	675,49	+2,81
Serv. pub.	246,03	243,67	245,74	+0,81
40 Finances	1146,14	1143,48	1144,44	-1,70
500 Compos s	1465,1	1429,9	1438,6	-3,59
100 Compos s	591,01	583,16	588,07	-2,37

TORONTO				
VOLUME				
Vendredi	191 423 000			
Jeudi	204 713 000			
INDICES DE TORONTO				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
TSE 35	494,06	488,72	493,11	+3,35
TSE100	445,79	441,60	445,21	+3,17
TSE300	7315,4	7262,5	7315,3	-52,3
S & P 500			425,64	+2,91
Aurifères			4728,6	-91,24
Les financiers			10670,5	-7,74
Metals/Minerals			3970,8	-32,8
Oil & Gas			8337,7	+104,8
Industrielles			3654,8	+57,7
FAITS SAILLANTS				
	Vendredi	Jeudi		
Actions n. g.	1 248	1 236		
Gains	451	414		
Pertes	486	618		
Inchang es	221	204		
Hauts 01	16	21		
Bas 01	30	23		

VALEURS LES PLUS ACTIVES			
Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.
360networks	18 140 220	0,19	+0,03
Nortel networks	13 681 498	12,69	+0,38
Nexus Group Intl.	7 391 446	0,19	+0,03
Ceritcom	6 349 099	3,30	+1,09
Laidlaw Inc.	6 227 636	0,16	+0,03
France-Neveda	4 678 160	22,90	-1,15
Bombardier B	4 521 505	12,80	-0,20
ATI Technologies	3 413 179	15,45	+0,45
Bell Canada Intl.	3 160 768	2,89	+0,24
724 Solutions	2 847 926	4,45	+0,35

NASDAQ

VOLUME				
Vendredi	1 663 754 00			
Jeudi	1 958 910 800			
INDICES NASDAQ				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
Composite	1906,2	1882,5	1898,5	-1,99
Industrielles	1305,4	1288,5	1297,6	-1,17
Banques	2070,3	2053,1	2061,1	-5,36
Assurances	2305,7	2290,4	2305,5	+9,64
Finances	2225,3	2195,1	2204,6	-13,00
Transports	1178,9	1161,7	1177,5	+18,39
Telecom.	246,51	241,24	245,56	+4,14
FAITS SAILLANTS				
	Vendredi	Jeudi		
Actions n. g.	4 390	4 395		
Gains	1 946	1 714		
Pertes	1 632	1 912		
Inchangées	812	769		
Hauts 01	58	76		
Bas 01	34	45		

VALEURS LES PLUS ACTIVES			
Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.
Cisco Syst.	51 619 500	20,02	-0,12
JDS Uniphase Cp.	49 273 600	11,60	+1,00
Palm Inc.	42 714 400	3,43	+0,53
Dell Computer	38 797 700	26,60	-1,09
Oracle Corp.	38 617 500	14,55	-0,24
Intl Corp.	37 941 000	30,54	-0,24

LES RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

PROFITS (PERTES)		Revenus bruts (\$000)	
Compagnies	Courant dernier	Var. Courant	L'an dernier
Résultats en dollars canadiens			
Aecon Group Inc. (construction) Tor., Ont. 9mois 30 sept.	5 400	4 400	+22%
Ainsworth Lumber (bois) Vanc., C.B. 9mois 30 sept.	0,27	0,28	779 600 722 900 +7%
Anthem Properties Corp. (soc. d'investiss.) Vanc., C.B. 9mois 30 sept.	(282)	19 882	—%
BNN Investments Ltd (soc. d'investiss.) Tor., Ont. 9mois 30 sept.	(0,02)	1,37	245 578 266 726 -7%
Centrinity Inc. (commun. & techno.) Richmond H., O. année 30 sept.	695	8 604	-91%
Cinram Intl. Inc. (disques compact) Scabourough, O. 9mois 30 sept.	0,18	1,99	25 447 26 708 -4%
First Capital Realty (soc. immob.) Tor., Ont. 9mois 30 sept.	3 375	21 872	-84%
Innova Life Sciences (technologie) Tor., Ont. 9mois 30 sept.	(0,85)	7,90	non disp. non disp. —%
Kelman technologies Inc. (seisme & Techno.) Cal., Alb. 9mois 30 sept.	(43 344)	(17 430)	—%
Microtec Enterp. Inc. (informatique) St-Augustin, Qué. 9mois 30 sept.	1 811	(2 607)	—%
Northgate Expro. Ltd (mines) Tor., Ont. 9mois 30 sept.	(5 370)	(17 186)	—%
Sodisco-Howden Group (soc. de gestion) Mont., Qué. 9mois 30 sept.	(0,17)	(0,57)	117 600 1 844 +6277%
Tesco Corp. (systèmes de forage) Cal., Alb. 9mois 30 sept.	(308)	8 711	—%
Trinidad Drilling Ltd (forage) Cal., Alb. 9mois 30 sept.	0,02	nil	11 370 9 528 +19%
Vermilion Res. Ltd (énergie) Cal., Alb. 9mois 30 sept.	0,03	(0,07)	18 766 16 974 +10%
Viceroy Homes Ltd (immobilier) Tor., Ont. 1er se., 30 sept.	(477)	(90)	—%
Zenon Environmental (filtration de l'eau) 9mois 30 sept.	(0,05)	(0,01)	21 537 17 948 +20%
1er se., 30 sept.	(5 370)	(17 186)	—%
1er se., 30 sept.	(308)	8 711	—%
1er se., 30 sept.	(0,02)	0,47	300 660 321 401 -6%
1er se., 30 sept.	30 800	2 02	+1514%
1er se., 30 sept.	1,02	0,05	158 500 90 300 +75%
1er se., 30 sept.	1 772	716	+147%
1er se., 30 sept.	0,18	0,13	21 860 9 301 +135%
1er se., 30 sept.	57 843	39 397	+46%
1er se., 30 sept.	1,03	0,74	216 523 154 431 +40%
1er se., 30 sept.	4 291	4 184	+2%
1er se., 30 sept.	0,39	0,38	49 919 48 383 +3%
1er se., 30 sept.	2 469	1 317	+87%
1er se., 30 sept.	1,00	0,05	85 081 51 499 +65%

Toronto clôture en hausse avec les technos

Reuters

TORONTO — Le principal indice de la Bourse de Toronto a terminé la séance d'hier en légère hausse, les investisseurs semblant prêts à croire qu'un redressement de l'économie aura rapidement lieu et que les opérations militaires se termineront plus rapidement que prévu en Afghanistan.

Le TSE 300 a ainsi clôturé avec un gain de 52,39 points, soit 0,72 %, à 7315,30 points, grâce à la progression des titres du secteur technologique, au détriment de ceux du secteur aurifère. Le TSE 300 a pris 1,5 % sur l'ensemble de la semaine.

Le titre de Celestica a poursuivi son ascension, progressant de 2,06 % canadiens, soit 3,3 %, à 64,80 \$ canadiens, menant le sous-indice des produits industriels dans sa progression de 1,61 %. Les actions de Celestica ont gagné 82 % depuis leur creux atteint le 20 septembre dernier.

Le fabricant d'équipement sans fil Research In Motion a vu son titre grimper de 2,19 % canadiens, soit 6,7 %, à 34,97 \$ canadiens, alors que celui de Nortel Networks a pris 38 cents canadiens à 12,69 \$ canadiens.

En tout, 11 des 14 sous-indices du parquet torontois ont clôturé la séance en hausse, mais le secteur de l'or a souffert des faiblesses des prix du lingot et reculé de 1,89 %.

À New York, les valeurs américaines ont fini en légère baisse sur des prises de bénéfice hier après les derniers indicateurs américains, notamment la production industrielle, et dans un climat rendu nerveux par la fermeture temporaire de l'aéroport international Hartsfield d'Atlanta quand un homme armé a été repéré par les services de sécurité et leur a échappé.

L'indice Dow Jones des 30 grandes industries abandonne 5,40 points (0,05 %) à 9.866,99 points tandis que le S&P-500 perd 3,59 points (0,31 %) à 1.138,65 points. Sur le NASDAQ, l'indice composite recule de 1,99 point (0,10 %) à 1898,58 points.

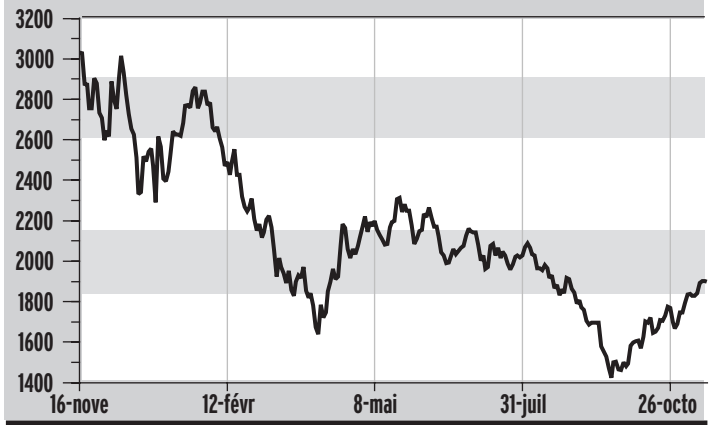
Pour la semaine, les indices ont progressé de 2,7 %, 1,6 % et 3,8 % respectivement.

Les affaires étrangères peu animées, le marché s'en tenant à prendre acte du succès des forces de l'opposition dans la campagne militaire en Afghanistan.

Il a mal accueilli la baisse de 1,1 % de la production industrielle en octobre, la plus forte depuis celle de 1,3 % en novembre 1990. Sur un an, elle a diminué de 6,3 %. La baisse d'octobre est la 13^e mensuelle consécutive, ce qui est sans précédent depuis juillet 1932. Quant au taux d'utilisation des capacités à 74,8 %, il rejoint celui de juin 1983.

Le premier fabricant mondial de PC, Dell Computer perd 1,09 \$ à 26,60 \$ après l'annonce d'une chute de 36 % de son bénéfice trimestre. Dans la foulée, d'autres constructeurs comme Gateway perd 24 cents à 8,17 \$ et Hewlett-Packard recule de 59 cents à 21,50 \$. Compact perd 40 cents à 10,30 \$.

NASDAQ 1898,5



Valeurs	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	Haut	Bas	ch.	52 sem.
A - B											
ACT MI	ACTM		4963	2,24	1,92	2,12	+17	31,25	1,21		
ADAC Tel	ADCT		7656	4,90	4,54	4,75	+21	27,06	2,63		
ALMCO	ALSM		4817	1,80	1,70	1,78	+02	6,75	1,40		
ASMI Intl	ASIM		7380	16,80	16,25	16,41	+27	29,25	9,25		
ASML Hd	ASML		13908	19,88	19,13	19,51	+85	30,00	9,51		
Appl'Int	ATYT		6108	10,00	9,49	9,74	+24	11,33	3,85		
ATI Inc	ATMI		6017	21,78	20,63	21,70	+62	32,73	14,38		
ATP O&G	ATPO		5832	5,97	5,00	5,29	+46	14,56	5,70		
n Abengrow	ABGX		8969	33,39	32,20	32,47	+01	63,69	15,31		
Acclaim	AKIM		14426	5,94	5,44	5,46	-31	9,25	6,01		
Arbitr	ACTN		15860	36,23	33,83	34,59	-12	30,18	25,25		
ActivNet	ACTV		15060	36,23	33,83	34,59	-12	30,18	25,25		
Acxiom	AXOM		22660	12,78	12,30	12,54	+17	45,75	7,06		
ASML Hd	ASML		13908	19,88	19,13	19,51	+85	30,00	9,51		
Appl'Int	ATYT		6108	10,00	9,49	9,74	+24	11,33	3,85		
ATI Inc	ATMI		6017	21,78	20,63	21,70	+62	32,73	14,38		
ATP O&G	ATPO		5832	5,97	5,00	5,29	+46	14,56	5,70		
n Abengrow	ABGX		8969	33,39	32,20	32,47	+01	63,69	15,31		
Acclaim	AKIM		14426	5,94	5,44	5,46	-31	9,25	6,01		
Arbitr	ACTN		15860	36,23	33,83	34,59	-12	30,18	25,25		
ActivNet	ACTV		15060	36,23	33,83	34,59	-12	30,18	25,25		
Acxiom	AXOM		22660	12,78	12,30	12,54	+17	45,75	7,06		
ASML Hd	ASML		13908	19,88	19,13	19,51	+85	30,00	9,51		
Appl'Int	ATYT		6108	10,00	9,49	9,74	+24	11,33	3,85		
ATI Inc	ATMI		6017	21,78	20,63	21,70	+62	32,73	14,38		
ATP O&G	ATPO		5832	5,97	5,00	5,29	+46	14,56	5,70		
n Abengrow	ABGX		8969	33,39	32,20	32,47	+01	63,69	15,31		
Acclaim	AKIM		14426	5,94	5,44	5,46	-31	9,25	6,01		
Arbitr	ACTN		15860	36,23	33,83	34,59	-12	30,18	25,25		
ActivNet	ACTV		15060	36,23	33,83	34,59	-12	30,18	25,25		
Acxiom	AXOM		22660	12,78	12,30	12,54	+17	45,75	7,06		

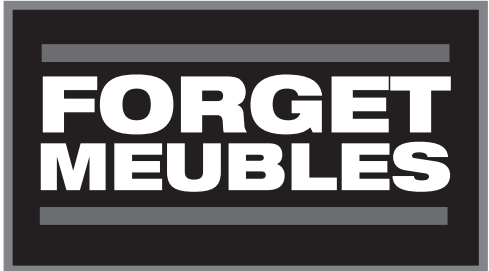
Liquidation de fermeture

Tout en magasin doit être vendu!

Jusqu'à **50%** de réduction

mobiliers de salon
salle à manger
chambre
accessoires
lampes
tables
chaises
fauteuils
causeuses
divans
bibliothèques
buffets
étagères
commodes
armoires
bureaux
meubles
etc.

Venez tôt et profitez du choix.
Premier arrivé, premier servi.



3505, boulevard Saint-Martin Ouest
Laval (450) 687-1812

Le Comdex 2001: mobilité, sécurité et optimisme

Agence France-Presse

LAS VEGAS — Au dernier salon informatique mondial Comdex, qui s'est achevé hier à Las Vegas, on a beaucoup parlé de communications mobiles, des derniers gadgets grand public et on s'est promis une reprise de l'activité dans le secteur en 2002.

Les réseaux sans fil, qui permettent à un ordinateur de se connecter à Internet ou d'activer une imprimante sans l'ombre d'un câble, connaissent une popularité croissante et deviennent accessibles au grand public à des prix abordables.

Le pavillon « Wi-Fi » a ainsi présenté une série de nouveaux produits ou prototypes autour de la technologie 802.11 — cette dénomination, très intimidante, a été changée pour le terme Wi-Fi — qui doit faire de l'univers domestique un monde parfaitement connecté.

Il devient possible de consulter ses courriels sur la table de cuisine, d'organiser ses vacances en surfant sur le Net, assis dans son jardin, ou d'activer à distance le lecteur de DVD installé dans le salon pour regarder un film au premier étage, le tout par la simple présence d'un réseau invisible à base de fréquences radio et de bornes relais.

Le nouveau système d'exploitation de Microsoft, Windows XP, qui équipera les prochaines générations de micro-ordinateurs (PC), a aussi tenu la vedette, dans les discours comme sur les stands.

L'ardoise électronique (« Tablet PC »), dotée d'un stylet qui permet d'écrire sur l'écran de l'ordinateur comme sur une feuille de papier, a été sur toutes les lèvres, à défaut d'être déjà sur le marché.

« Le Tablet PC représente la prochaine génération d'appareils mobiles », a anticipé un consultant spécialisé dans les nouvelles technologies, Tim Bajarin, président de Creative Strategies.

« Certaines idées ne meurent jamais. Je suis un peu surpris », a ironisé le patron du fabricant d'ordinateurs de poche Visor, Jeff Hawkins, trahissant ainsi le sentiment d'une partie de l'industrie à propos d'une technologie qui n'a pas convaincu dans le passé.

Côté gadgets, le plus petit appareil photo numérique du monde (*Olympus*), le nouveau chien-robot *Aibo* de Sony qui, pour 1500 \$ US, lit vos courriels et réagit au doigt et à l'oeil, ou encore la « montre vidéoconférence » de Sony, dotée d'une microcaméra, ont fait sensation.

Sécurité accrue, ventes en baisse

Deux mois après les attaques terroristes du 11 septembre, le Comdex a été marqué par des mesures de sécurité imposantes.

Détecteurs de métaux, chiens renifleurs, passage de miroirs sous les autobus, sacs et ordinateurs portables interdits dans les halls d'exposition... les mesures ont été globalement bien accueillies, malgré les files d'attente à l'entrée du salon.

Après des années d'euphorie, l'industrie de la haute technologie doit faire face à une sévère dépression, avec le ralentissement économique mondial et la chute des dépenses informatiques des entreprises.

Pour la première fois depuis 15 ans, les ventes de PC sont en chute libre. Le marché des télécommunications et des équipements pour Internet s'est aussi en partie effondré.

Toutefois, la plupart des intervenants ont anticipé un retournement de tendance en 2002.

« Ce n'est pas la fin, ce n'est même pas le début de la fin, mais peut-être (simplement) la fin du début », a dit le fondateur de Microsoft, Bill Gates, en reprenant des propos célèbres de Winston Churchill.

« Nous nous attendons à une croissance plus soutenue au second semestre », a estimé un analyste de la société d'études IDC, Crawford Del Prete. Selon lui, les dépenses en haute technologie mondiales devraient augmenter de 5,6 % en 2002 et de 10,4 % en 2003, après une quasi-stagnation en 2001 (+ 1,1 %).

Investir le Québec



Capital régional et coopératif Desjardins: obtenez un crédit d'impôt de 50 %.

La plus grande institution financière au Québec lance un nouveau type d'investissement qui favorise la création d'emplois et le développement du Québec. En achetant des actions de *Capital régional et coopératif Desjardins*, vous diversifiez votre portefeuille et obtenez un crédit d'impôt qui peut atteindre 1 250 \$.

Pour en savoir davantage sur ce nouveau produit, communiquez avec une caisse Desjardins.

Date limite pour bénéficier du crédit d'impôt pour 2001 : 31 décembre

Service des relations avec les investisseurs: **1 888 522-3222**
www.desjardins.com



**Capital régional et
coopératif Desjardins**

Philip Morris change de nom

Associated Press

NEW YORK — Le géant américain de l'agroalimentaire et des cigarettes Philip Morris va prochainement changer de nom. Le groupe, qui souhaite se départir de son image négative liée au tabac, se fera appeler Altria dès que les actionnaires auront donné leur feu vert.

Cette nouvelle appellation est pour la firme new-yorkaise l'occasion de dissiper la confusion existant selon elle entre la maison mère, tournée vers l'alimentaire, et l'activité cigarettes dont la marque Marlboro en a fait le leader mondial.

Selon Geoffrey Bible, le président-directeur général de Philip Morris, le nom d'Altria reflètera mieux la croissance du groupe, qui fabrique et commercialise les biscuits Nabisco, la bière Miller et les produits alimentaires Kraft.

« Nous n'appartenons plus à la même famille de sociétés qu'il y a quelques année », a tenu à préciser M. Bible dans un communiqué publié jeudi soir. Le changement devrait intervenir en avril après l'assemblée générale des actionnaires.

Petit profit chez Sodisco- Howden

Presse Canadienne

LE DISTRIBUTEUR de produits de quincaillerie Sodisco-Howden a fait part d'un bénéfice net de 279 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre, comparativement à 2,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'an dernier.

Pour la période de neuf mois prenant fin à pareille date, l'entreprise rapporte une perte nette de 308 000 \$, comparativement à un bénéfice net de 8,7 millions l'an dernier.

La société, qui a un nouveau président et chef de la direction, Joe Wintermans, souligne que le dernier trimestre marque un retour à la rentabilité, et qu'on note une augmentation des produits d'exploitation dans chaque secteur d'activité.

Au cours de ce trimestre, les produits d'exploitation ont totalisé 108,3 millions, une hausse de 8 % par rapport au trimestre correspondant de 2000. Le secteur de la quincaillerie, qui constitue l'activité principale, est en hausse de 4,6 % et atteint 59,1 millions, alors que celui des matériaux de construction augmente de 11,4 % pour s'établir à 45,7 millions. Les autres sources de revenus s'élèvent à 3,5 millions.

Sodisco-Howden dessert plus de 1500 magasins de détail indépendants, parmi lesquels 750 arborent la bannière PRO.